

NUNATAK

REVUE D'HISTOIRES, CULTURES
ET LUTTES DES MONTAGNES

Il y aurait un pays où des hommes et des femmes survivraient dans l'aléa des saisons, pourvoyant au service et au bien-être d'autres hommes et femmes. Ils seraient sans racines et sans histoire, surfant la crête de l'espace et du temps. [...] Ils ne marqueraient pas la chronique plus que les feuilles brunes de l'automne ou la neige boueuse du printemps. Une des manières de les appeler serait « saisonniers ».

Janvier 2024

NUMÉRO 9

NUNATAK

Dans une langue inuit, le terme nunatak désigne une montagne s'élevant au dessus des étendues gelées, où se réfugie la vie pour perdurer pendant l'ère glaciaire.

Cette revue se veut un support pour développer et partager nos critiques, depuis les régions montagneuses que nous habitons. Nous désirons aussi chercher des moyens de concrétiser notre opposition au monde tel qu'il se présente à nous, dévier du sentier balisé des flux de la marchandise et de l'autorité, nous attaquer à ce qui nous sépare les uns des autres, nous plonger dans les histoires que racontent les ruisseaux, les êtres, les arbres ou les rochers...

Revue d'histoires, cultures et luttes des montagnes

Janvier 2024

Prix librairie : 3 €

Prix libre partout ailleurs

Gratuit pour les prisonniers et prisonnières

Illustrations de Lélia en couverture, Amalia Dormegue pour la carte postale, Rita p. 1 et Diano p. 2

Si vous êtes intéressés pour participer à la revue, vous pouvez vous mettre en contact avec la rédaction par courrier ou par mail.

N'hésitez pas à nous transmettre vos propositions de textes ou d'illustrations, vos commentaires, vos retours et vos critiques.

Nous sommes disponibles pour effectuer des présentations publiques de la revue.

revuenunatak@riseup.net

Nunatak

c/o La Lézarde

66 Grand rue

30 270 Saint-Jean-du-Gard

Pour la distribution, il est possible de commander des exemplaires que l'on s'arrangera pour vous faire parvenir d'une manière ou d'une autre.

revuenunatak-diffusion@riseup.net

Tous les numéros ainsi que des articles audio sont consultables en ligne sur

revuenunatak.noblogs.org

Bien que notre adresse postale se situe dans les Cévennes, la rédaction est disséminée entre les Alpes, les Pyrénées, les Vosges, etc.

Nous remercions toutes les personnes qui ont participé à l'élaboration et à la diffusion de cette revue.

ÉDITO	3
SGT, LE SYNDICAT DES GARDIEN·NE·S DE TROUPEAUX	5
QUAND LES BERGER·E·S LÈVENT LA HOULETTE	
LA FUGA DE OBLATOS	16
OU COMMENT ANTONIO ET SES COMPAGNONS SE SONT ÉCHAPPÉS DE LA PRISON DE GUADALAJARA	
NIEDER D'HAX!	26
LES PROCÈS EN SORCELLERIE EN ALSACE AUX XVI ^E ET XVII ^E SIÈCLES	
AUTOPSIE D'UNE DÉFAITE	38
QUAND LA LÉGION ÉTRANGÈRE ACHÈTE UNE FERME DANS LES CÉVENNES	
ALLUMER LE FEU ?	45
ÉCOBUAGES : FEUX DE POSITIONS	
PAPILLONS	50
TELLEMENT VIEUX LES SAISONNIERS, MAIS TELLEMENT ACTUELS!	
FIGURER OU DÉFIGURER LE MONDE ?	52
DÉCRYPTER LE LANGAGE DES CARTES	





ÉDITO

Ce numéro parle de feu, d'allumer le feu.
 On ne parle pas de Johnny mais d'Antonio, au Mexique, dans les années 1970.
 Une petite histoire qui en raconte une plus grande.
 Celle de celui qui s'évade.
 On parle d'une évasion, de la nécessité de s'échapper.
 Et puis on explore une carte.
 Non, on parle d'où viennent les cartes.
 Et de pourquoi on les fait.
 C'est l'histoire de comment on fait l'histoire, de ce qu'on dit de l'histoire.
 Et ce qu'on ne dit pas aussi.
 On parle de ceux qui s'échappent, mais aussi de ceux qui les poursuivent.
 Et de ceux qui persécutent.
 On raconte un moment, dans l'Histoire.
 Et on questionne une histoire en Alsace, celle des sorcières chassées et brûlées.
 On parle de la mise à mort.
 Et aussi d'une autopsie.
 Non, en fait on parle d'habitants qui veulent s'organiser pour lutter, mais ça ne marche pas vraiment, c'est vraiment mort.
 C'est une défaite.
 Et puis on parle aussi de bergères qui luttent et là, ça commence à marcher. À peu près.
 Il suffira d'une étincelle.
 Non, en fait c'est pas vraiment ça non plus.
 On parle de travail, de saisons et de papillons.
 Et aussi de celles et ceux qui se révoltent.
 C'est l'histoire de la Légion étrangère qui s'installe dans une ferme.
 La foudre et l'éclair, l'odeur de poudre, le tonnerre.
 Mais alors ça parle de feu ou pas ?
 Celui de l'écobuage.
 Le feu de la montagne.
 C'est à se demander de quoi on parle...

SGT, LE SYNDICAT DES GARDIEN·NE·S DE TROUPEAUX

QUAND LES BERGER·E·S LÈVENT LA HOULETTE

C. et L. travaillent toutes les deux comme bergère et chevrère. Elles sont adhérentes au SGT – Syndicat des gardien·ne·s de troupeaux – et ont participé à sa création. Il existe cinq SGT en France : Isère, PACA, Ariège, Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées. Ce sont des syndicats rattachés à la CGT, via la Fédération nationale de l'agroalimentaire et des forêts. Les SGT-CGT luttent pour les droits des bergers, vachers, et chevriers, et pour améliorer leurs conditions de travail. Le métier de gardien·ne·s de troupeaux a de nombreux revers, et constituer un syndicat leur est apparu comme un outil nécessaire pour lutter. Elles nous racontent tout le cheminement.

Nous avons utilisé l'écriture inclusive de façon hasardeuse et féminisons le texte de manière aléatoire.

Le coucher de soleil à 2500 mètres d'altitude, la mer de nuages le matin, l'arc-en-ciel après l'orage, le bêlement si mignon d'un agneau... plein de moments magiques que l'on vit quand on est bergère. On traverse aussi des galères : la mort animale, la pente glissante sous la pluie, les doigts gelés sous la grêle... ces réalités sont inhérentes au métier. Qu'elles soient subies ou accueillies, on ne les changera pas. Par contre, les salaires, les conditions de travail, et le coût matériel de l'exercice n'ont rien de naturel, et c'est bien de ces aspects-là qu'il sera question dans ce texte, car ce travail s'inscrit dans un cadre social qui, lui, n'est pas immuable. L'image des bergers est confuse et fantasmée, alors que la réalité de nos conditions de travail est accablante, et com-

plètement intolérable, si on considère le fait d'être bergère non pas comme un *mode de vie*, mais bien comme ce que c'est réellement : un travail salarié soumis aux lois de l'exploitation capitaliste.

Un gardien de troupeaux, c'est quoi ?

C'est un berger, un chevrier ou un vacher salarié qui garde et prend soin des bêtes à la ferme, en montagne, en plaine ou en colline. Ce n'est pas un éleveur. L'amalgame est fréquent : un gardien de troupeaux ne possède pas les animaux dont il a la charge, contrairement aux éleveurs-bergers qui, s'ils peuvent parfois être ouvriers de leur propre exploitation, sont aussi propriétaires de leur capital¹.

1 On entend par là qu'ils ont « un pied dans le travail, un pied dans le capital ».

Débutants et « métier passion »

Beaucoup d'offres d'emploi notifient « débutants acceptés » et cela signifie souvent « recherche salarié malléable acceptant un salaire de merde ». Les éleveurs surfent sur la « passion du métier », qui serait une bonne raison de ne pas compter ses heures et de ne rien revendiquer. On peut aimer son métier, la montagne, les animaux, la solitude, et ne plus accepter des conditions indignes.

De nombreux débutant·e·s pensent qu'exercer ce métier n'a pas de prix. Apprendre sur le tas est pertinent, mais à partir du moment où l'on est indispensable, notre force de travail mérite salaire et rien ne justifie de travailler gratuitement.

Les employeurs peuvent avoir tendance à valoriser la résistance à la souffrance et à l'effort. Le culte de la performance est largement répandu dans l'exercice du métier, et malheureusement intégré par les bergers eux-mêmes : le meilleur berger serait celui qui accepte les conditions les plus dures. Participer à cette course au « moins-disant » relève du sabotage collectif.

L'amélioration des conditions de travail et de rémunération exige la construction de solidarités dans la profession.



Être salarié, cela signifie être lié à son employeur par un lien de subordination « par lequel l'employeur exerce son pouvoir de direction sur l'employé : pouvoir de donner des ordres, d'en contrôler l'exécution, et d'en sanctionner la mauvaise exécution » selon le code du travail. Un rapport sympa.

Et qu'est ce qu'on fait toute la journée ?

Soigner les bêtes, faire les clôtures, poser des filets, péguer², ramasser le migou³, droguer⁴, euthanasier⁵, puriner, comp-

2 Marquer à la peinture chaque bête avant de mélanger un troupeau à un autre.

3 Pratiquée dans les Cévennes, c'est la collecte quotidienne du fumier des brebis.

4 Administrer un vermifuge.

5 Il arrive que l'on doive tuer une brebis souffrante, trop blessée pour être soignée, après une attaque de loup ou d'ours.

ter, trier, traire, curer, gérer les mises bas, pailler, nourrir, nettoyer et réparer les abreuvoirs, faire le fromage, laver l'étable, la machine à traire, la fromagerie, transhumer, gérer les pâturages, tailler les onglons, dresser les chiens...

Les compétences sont multiples et répondent à des savoirs techniques, pratiques et théoriques. Le besoin d'adaptation est constant. Nous travaillons très souvent en autonomie et sommes responsables de la vie de plusieurs centaines d'animaux. Selon la saison, la région et les systèmes pastoraux, les tâches varient, mais les conditions de travail restent scandaleuses : c'est comme si le code du travail n'existait pas. Pour dire, le premier tract du syndicat revendique le jour de repos hebdomadaire obligatoire. Une revendication du XIX^e siècle !

À qui profite notre travail ?

Les éleveurs, bien qu'ils nous embauchent, se définissent rarement comme patrons – ce qui n'aide pas à la clarté des rapports. Même si on travaille *pour* des personnes, parfois, on travaille aussi *avec* elles, et les relations humaines comptent. Cela peut générer quelques contradictions au moment de revendiquer de meilleures conditions ou de meilleurs salaires, car il est vrai que certains petits éleveurs galèrent à faire vivre leur exploitation. Il y a une forme d'injonction à la solidarité qui nous pousse à rendre des « petits coups de main ». Mais jusqu'où accepter ? On peut comprendre les difficultés de la filière, mais les employeurs sont libres de s'organiser pour se défendre. On ne peut pas mener ce combat à leur place car nous ne sommes pas dans le même bateau. Nos intérêts divergent.

Le rapport exploitateur/exploité nous rattrape en permanence : à travers le lien de subordination établi par le contrat de travail, mais aussi par la position sociale occupée dans la production. Certains « oublient » que notre travail génère du profit et leur permet de valoriser leur capital. Leur propre travail les enrichit (parfois beaucoup et parfois peu) ; et le nôtre les enrichit aussi, alors qu'il nous permet juste de vivre décemment. Même la plus sympa des éleveuses sera obligée de se poser la question en ces termes : pour nourrir mes bêtes, la quantité de fourrage journalière nécessaire au troupeau coûte-t-elle plus ou moins cher que l'embauche d'un berger pour une journée de garde ? Dure réalité pour l'estime de soi que de se rendre compte que nous sommes comparables à une botte de foin.

Vulnérabilité et sexisme

À l'embauche, le sexisme ordinaire s'exprime de manière plutôt anodine : on préfère les bergères car elles sont plus douces et attentionnées, plus consciencieuses que les bergers. Cette pensée essentialiste est aberrante, et très répandue. À l'inverse certains n'embauchent que des hommes « parce qu'il faut que ça tienne la route » et en tant que bergère on se sent souvent obligée de « faire ses preuves ».

Petites blagues, remarques désobligeantes, intimidations, menaces, vexations, insultes, propos obscènes, appels téléphoniques, visites surprises... On retrouve tout ça autant dans les relations entre éleveurs et bergères qu'entre binômes de bergers et bergères.

L'isolement nous rend plus vulnérables. La présence d'armes à feu est courante dans les fermes et les estives pour la protection des troupeaux face à la prédation, ou pour la pratique de la chasse. Dans une situation conflictuelle, cela crée un environnement d'autant plus hostile et intimidant.

L'existence du syndicat – composé à 80% de bergères – nous permet de créer du réseau entre nous et de nous défendre face aux éleveurs agresseurs. Cela nous permet aussi de mettre en lumière ces problématiques auprès de l'ensemble des gardiens de troupeaux.

L'association SISTA propose des stages d'autodéfense féministe qui permettent de développer des réflexes, de se sentir plus fortes et outillées pour affronter ces situations, et se défendre contre les violences sexistes et sexuelles¹.

1 associationsista.wordpress.com/stages-et-ateliers-dauto-defense

Quels sont les textes qui encadrent nos droits dans le travail ?

Depuis 2020, la convention collective nationale (CCN) de la production agricole est venue remplacer les conventions collectives départementales et leurs « avenants bergers » présents dans quelques départements qui énonçaient les spécificités du métier⁶. Un travail de mise en conformité entre ces anciennes conventions et la CCN est en cours. Les employeurs, par le biais de la FNSEA⁷, tentent de faire disparaître les acquis des avenants territoriaux, qui accordent de meilleurs droits aux gardiens de troupeaux. Nous nous battons pour les maintenir en suivant le principe de faveur, c'est-à-dire en prenant le plus avantageux des deux textes. Nous nous battons aussi pour gagner de nouveaux droits.

Avec la nouvelle CCN, la rémunération ne se fait plus selon la qualification et l'expérience du salarié, mais en fonction du poste ou de la tâche effectuée. Cette conception déshumanise encore plus les salariés en en faisant de simples opérateurs interchangeables, niant par là toute expérience du métier et toute qualification professionnelle.

Les salaires sont désormais calculés en fonction de cinq critères classants – l'autonomie, la technicité, le

6 La convention collective est un document qui traite des droits sociaux et des conditions de travail des salariés. Son contenu révèle l'état actuel de la lutte de classes que se livrent employeurs et salariés au sein de cette branche. En principe, elle procure aux salariés des garanties supérieures à celles prévues par le code du travail.

7 Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, syndicat majoritaire.



Berger prenant son bain dans l'abreuvoir

relationnel, la responsabilité, le management – qui donnent chacun un certain nombre de points. Ce nombre total de points détermine un palier, auquel correspond un salaire horaire brut minimum.

Ça peut paraître anodin, mais ça modifie en profondeur la manière de penser le travail salarié pour l'ensemble des travailleurs agricoles.

Concernant les gardiennes de troupeaux, aucune définition de nos tâches ne peut entrer dans ce cadre et c'est la bonne opportunité pour nous garder au SMIC.



Se loger entre deux saisons est un vrai casse-tête : imaginez la tête des proprios ou des agences immobilières quand on explique vouloir emménager avec trois chiens, sans salaire fixe, sans droit au chômage.

Comment et pourquoi créer un syndicat de gardien·ne·s de troupeaux ?

Depuis plusieurs décennies, différentes associations de bergers existent, dans les Pyrénées et dans les Alpes. En 2019 en Ariège, des gardien·ne·s de troupeaux se constituaient en syndicat et faisaient le choix de se rattacher à la CGT, suivi de près par les

pâtres des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Atlantiques. Leur texte d'orientation pose alors ce constat : « Nous sommes des ouvriers agricoles. Nous sommes précaires. Nous partageons les mêmes conditions de travail. Il nous appartient donc de nous organiser pour faire valoir nos droits et nous émanciper collectivement. Dans ce contexte, il nous paraît indispensable



Déménagement d'une cabane à une autre

d'en finir avec les réflexes individualistes car des conditions de travail de l'une dépendent des conditions de travail de tous et toutes. »

En 2022, un appel à une réunion pour parler syndicalisme est lancé ; le bouche à oreille réunit une petite quarantaine de bergers et bergères. La réunion a lieu le week-end du premier mai, en Isère. Les débats font apparaître que se rattacher à une centrale syndicale existante permet d'accéder à une représentation dans les commissions mixtes paritaires, mais surtout de lutter avec l'ensemble des secteurs

salariés contre l'exploitation que nous subissons tous au travail. Les SGT-CGT PACA et Isère sont créés.

Nos revendications

Nous défendons un cahier revendicatif commun à tous les SGT. Voici quelques-unes des principales revendications, la liste n'est pas exhaustive et les changements

auxquels nous aspirons vont bien au-delà.

Nos conditions de travail ne devraient pas dépendre de nos capacités individuelles à discuter et à se faire respecter. Se syndiquer nous permet de porter une voix collective pour faire appliquer le cadre légal dans un premier temps, mais surtout pour gagner de meilleurs salaires et plus de droits. La plupart du temps

nous sommes seul·e·s face à plusieurs patrons⁸. Imaginez-vous face à trois ou quatre employeurs – parfois même dix – bien déterminés à vous payer le moins possible...

Un berger d'alpage doit être présent 24 heures sur 24 sur son lieu de travail. Il est amené à travailler entre 50 et 80 heures par semaine. Pourtant, nous sommes seulement rémunérés pour 35 à

8 Ce sont souvent des groupements d'employeurs qui nous embauchent.

44 heures. Il y a aussi le travail de nuit : nous sommes de garde, prêt·e·s à intervenir en cas d'échappée du troupeau ou de visite de prédateurs. Ces heures ne sont comptabilisées nulle part.

Ce sont autant d'heures qui ne rentrent pas dans le calcul de nos cotisations au chômage et à la retraite. Les employeurs refusent de les payer, et l'État leur donne raison : lors d'un procès prud'homal opposant une bergère et un berger à leur éleveuse, la justice a refusé de leur accorder le paiement de la totalité des heures effectuées⁹. Le paiement de l'intégralité des heures est un axe de lutte incontournable.

Combien un berger est-il payé ? Cela varie énormément d'une estive à l'autre. On constate des écarts de salaire de plus de 1 200 euros par mois pour un travail égal. Le SMIC à 44 heures, avec les indemnités de congés payés, c'est à peu près 1 800 euros mensuels. Ça peut paraître pas mal par rapport à ce que l'on gagne en bas, mais si on rapporte ça au travail horaire c'est juste ridicule.

Les éleveurs opposent spontanément leurs propres difficultés économiques à nos prétentions salariales. Effectivement, plus le travail est rétribué moins il y a de

bénéfice disponible pour le patron, détenteur du capital. Les éleveurs – petits et gros – n'échappent pas à ce mécanisme.

De la thune dans l'agriculture, il y en a. Les moyens qui manquaient pour employer des gardien·ne·s de troupeaux dans de bonnes conditions sont aujourd'hui mis à disposition par de multiples subventions. Si un employeur ne peut pas augmenter

le salaire, ce n'est pas forcément qu'il n'a pas les moyens, mais qu'il fait des choix dans l'orientation de ses financements.

Et quelle différence entre des petits et des gros éleveurs quand on sait que pour les estives, nos salaires sont financés de 80 à 100% par les plans loups¹⁰ ? Quelles excuses dans ces cas-là pour continuer à sous-payer notre

travail ? Le SGT revendique un salaire de base à 2 200 euros.

Les contrats que l'on signe – quand on en signe – sont précaires. Les TESA¹¹ et CDD saisonniers rendent la prime de précarité facultative. Nous demandons des contrats adaptés qui commencent avant la présence des bêtes et se terminent après leur départ. Le temps de préparation de la saison ne doit plus être

10 Plan national d'actions 2018-2023 sur le loup et les activités d'élevage, www.ecologie.gouv.fr.

11 Titre d'embauche simplifié agricole.



9 « Entre éleveurs et bergers, la loi des alpages », *Le Monde*, 3 novembre 2021.



Elle est bucolique la cabane, mais elle n'est pas pratique : 8 m², fuites les jours de pluie, filtre à eau à 200 euros payé par la bergère car l'eau n'est pas potable, gazinière défectueuse qui prend toute la place, etc.



Ces dernières années, des rénovations de cabanes voient le jour, mais il y a trop d'aberrations quant à leur emplacement, leur conception et leur fonctionnalité. Elles sont rarement pensées pour faciliter le quotidien et le travail, quand bien même le coût de leur réalisation est subventionné et pèse peu sur les employeurs.

pris sur notre temps libre : courses et hélicoptage, mise en place des abreuvoirs, clôtures, nettoyage des cabanes, etc. C'est du travail gratuit !

Travailler nous coûte cher. Chaussures, bottes, cape de pluie, guêtres, jumelles, chargeur et batterie solaire, smartphones incassables, doudounes, sac à dos, matériel de soin vétérinaire, couteaux, claie de portage, douches solaires, frontales, fourgon aménagé ou même 4x4 ! La liste de tout le nécessaire à l'exercice du métier est bien longue... et c'est toujours à nous d'allonger la thune. Nous voulons une revalorisation des primes d'équipement. Il en va de même pour les frais liés à nos chiens. Tous les employeurs réclament des chiens dressés, mais qui paye pour tout cela ? La passion pardi ! Nous revendiquons la prise en charge des soins vétérinaires, des croquettes de qualité, et des formations de dressage.

Certains éleveurs jouent adroitement avec la carte postale, en nous souhaitant de « bonnes vacances » le jour de l'em-montagnage, alors même que l'on s'apprête à travailler jour et nuit. Même si la montagne est belle, pour les vacances, on aurait choisi un tout autre programme, merci bien. Dans les Alpes, aucun jour de repos n'est permis aux bergers, malgré le code du travail qui l'oblige. Les dispositifs mis en place par les employeurs pour remplacer leurs salariés sont souvent inexistantes. Et si l'on obtient une « autorisation de sortie », c'est de toute façon perçu comme un manque d'assiduité. Un jour de repos hebdomadaire, c'est un acquis, pas une option !

Concernant la prédation liée à l'ours et au loup, nous n'avons pas vocation à nous prononcer contre ou en faveur de leur présence. Aujourd'hui, ils sont là et

il nous faut faire avec. Cela modifie notre travail dans la pratique et rajoute de nombreuses heures de présence au troupeau. Cela nécessite plus d'effectifs humains : des doubles postes, des remplacements réguliers pour compenser la fatigue. C'est à cela que doivent servir les primes à la prédation touchées par les éleveurs !

Même s'il y a des exceptions, la situation des logements est accablante¹². Voici les aberrations les plus fréquentes auxquelles nous sommes confrontées : eau non potable voire pas d'eau du tout, fenêtre cassée, matelas souillé par les souris, pas de chenil, pas de toilettes, pas de douche, cheminée jamais ramonée, pas de détecteur de monoxyde de carbone... Les accidents sont fréquents, et tous les étés ont leur lot de drames en terme d'intoxication de saisonniers agricoles¹³.

Nous exigeons des logements fonctionnels et décents.

Même pour les parcs nationaux qui mettent la « question pastorale » au cœur de leurs missions, les logements des bergers ne semblent pas être une priorité. Dans le parc de la Vanoise, onze cabanes dites « d'urgence » font office de logements pour la saison entière. « C'est une réponse imparfaite mais temporaire, dans l'attente de la construction d'un véritable logement.¹⁴ » Temporaire, disent-ils ! La situation est en l'état depuis 2004.

Les animaux, comme les humains qui travaillent avec, font partie d'un processus

¹² « Le quotidien précaire des bergers d'alpage », *Médiapart*, 6 septembre 2023.

¹³ www.abbasp.fr/dangers-de-lintoxication-aumonoxyde-de-carbone, voir « Faits divers et malheureusement récurrents ».

¹⁴ Réponse du parc national à une interpellation de bergers au sujet du mal-logement en mars 2023.

de production capitaliste qui n'a pas vocation à respecter leurs rythmes, leurs besoins vitaux et leur droit à une vie digne. « Travailler avec les animaux, c'est aussi vivre avec eux », pour reprendre Jocelyne Porcher¹⁵. Or, en tant que salariés, nous n'avons que peu de pouvoir sur leurs conditions d'existence et de mise à mort – et cela rend parfois le travail frustrant, douloureux et un peu vide de sens.

Nos conditions de travail ne nous permettent pas de prendre soin correctement des troupeaux en cas de problème sanitaire. Quand les journées font déjà 14 heures, il faut choisir entre soigner la vache qui boite et prendre sa pause repas. Sur un troupeau de 1 200 brebis, ce sont les plus en forme qui dictent le rythme. Des brebis qui montent en mauvais état dès les premiers jours de l'estive vont peiner à suivre, mal manger, maigrir et

15 Jocelyne PORCHER, *Vivre avec les animaux, une utopie pour le XXI^e siècle*, La Découverte, 2011.

boiter. Nous sommes alors témoins – et actrices – de leurs souffrances, parfois sans rien pouvoir faire pour améliorer la situation.

Nous exigeons donc d'avoir un droit de regard sur l'état sanitaire des animaux que l'on nous confie, et de pouvoir refuser des bêtes qui arrivent malades, boiteuses, en mauvaise santé et dont la place est en bas à l'intérieur.

En ce qui concerne le chômage, les réformes successives de septembre 2021 et février 2023 ont augmenté la durée de cotisation et réduit celle d'indemnisation. Les jours non travaillés sont dorénavant pris en compte dans le calcul de l'allocation. Cela touche particulièrement les saisonniers agricoles car notre travail comporte forcément des périodes où nous ne sommes pas en contrat. Ces réformes ont un triple effet : une saison ne suffit plus à ouvrir des droits au chômage, le montant de nos indemnisations baisse drastiquement, et elles durent moins longtemps. Elles nous

Manifestation du 1er mai 2023 à Grenoble



poussent à accepter tout et n'importe quoi : quand on n'a pas de quoi vivre, on retourne bosser même dans les pires endroits. Ces réformes doivent être abrogées.

Il n'y a aujourd'hui pas de statistiques publiques sur le nombre de gardien·ne·s de troupeaux exerçant en France et, par extension, aucun chiffre sur le nombre d'accidentés ou de morts au travail. Pour autant, nous pouvons affirmer que notre métier est dangereux, abîme nos corps, nous expose à des conditions météorologiques extrêmes, à des produits toxiques et vétérinaires, à des zoonoses, et nous impose d'évoluer seuls dans des terrains accidentés et sans réseau. La pénibilité et les risques du métier doivent être reconnus, notamment par la retraite à 55 ans pour tous les ouvriers et ouvrières agricoles !

Lutter et poser un rapport de force face au patronat

L'extension récente des SGT aux Alpes, notre présence dans les commissions mixtes et nos rassemblements ont permis d'obtenir l'ouverture d'une négociation nationale pour un avenant spécifique à nos métiers, et c'est inédit. Dans ce secteur où les employeurs nous savent isolés, l'organisation collective porte ses fruits.

Se syndiquer induit par ailleurs des réflexions sur notre rapport au travail en général : est-ce accepter l'exploitation

salariée que de s'organiser pour se défendre ?

Dans la société capitaliste, il est impossible d'échapper au travail : il régit nos vies. Être exploité n'est pas une option, et cela même si l'on aime ce que l'on fait. Si la survie avec les minima sociaux est parfois possible, c'est toujours au prix de nombreux sacrifices individuels, et cela ne peut pas résoudre la question de l'exploitation généralisée de ceux qui travaillent par ceux qui possèdent.

Les travailleurs sont indispensables à la production agricole et les gardien·ne·s de troupeaux à l'élevage, et pourtant nous n'avons aucun mot à dire dans l'organisation de la production.

Si la production était organisée autour de la satisfaction des besoins et non autour de la génération des profits, il est évident que toute forme de travail serait pensée différemment – dans l'agriculture encore plus peut-être que dans d'autres secteurs.

S'organiser collectivement dans le cadre du travail, ce n'est pas défendre son métier, mais les conditions dans lesquelles on l'exerce. Avoir une conscience de classe, revendiquer notre place dans la production, lutter pour nos droits et pour la fin de l'exploitation au travail, c'est aussi poser les jalons d'une lutte plus globale pour un monde sans profit, une production qui répondrait aux besoins sociaux, et une émancipation collective.

C. et L. (isy.glone@gmx.fr)

Photos d'Artémise

sgtsgt.noblogs.org

« [Le] rapport utilitariste aux animaux [est] fondé sur le mépris et le déni aussi bien des êtres humains que des animaux. Car le déni de l'affectivité et de l'existence des animaux, et les conditions de vie au travail délétère qu'humains et animaux subissent en commun, ont des effets désastreux. »

Jocelyne PORCHER, *Vivre avec les animaux*.

LA FUGA DE OBLATOS

OU COMMENT ANTONIO ET SES COMPAGNONS SE SONT ÉCHAPPÉS DE LA PRISON DE GUADALAJARA

Le 22 janvier 1976, à Guadalajara, au Mexique, six détenus politiques emprisonnés depuis deux ans s'échappent de la prison de haute sécurité d'Oblatos. Sous les yeux perplexes des forces de l'ordre mexicaines, ils parviennent à se réfugier dans la montagne voisine. Quarante-sept ans plus tard, en janvier 2023, c'est lors d'une discussion autour du système pénitentiaire dans la banlieue de Guadalajara que Loba fait la connaissance d'un des évadés, Antonio (68 ans) et de l'une de ses complices, Berta Lilia Gutierrez (66 ans). Cet article est né de cette rencontre. Une histoire d'évasion haletante qui nous éclaire sur un contexte politique et une partie de l'histoire du Mexique oubliés.

Grandir dans une banlieue mexicaine dans les années 1960-1970 : entre effervescence politique et répression étatique

Antonio a 68 ans lorsque je le rencontre. Il travaille à San Andrés, le quartier qui l'a vu grandir, à l'est de Guadalajara. Ce quartier accueille majoritairement les familles ouvrières qui, dans les années 1950, ont émigré de la campagne vers la ville. Au cours des années 1960-1970, le Mexique a vu naître une trentaine de groupes de guérilleros. Leurs revendications faisaient écho à celles des grands mouvements sociaux mexicains réprimés précédemment tels que ceux portés par les cheminots, les enseignants ou les médecins¹. De plus, le contexte international était favorable au changement : la révolution cubaine suscitait de forts espoirs de transformation sociale, tandis qu'en Europe, les mouvements ouvriers et étudiants se multipliaient et secouaient

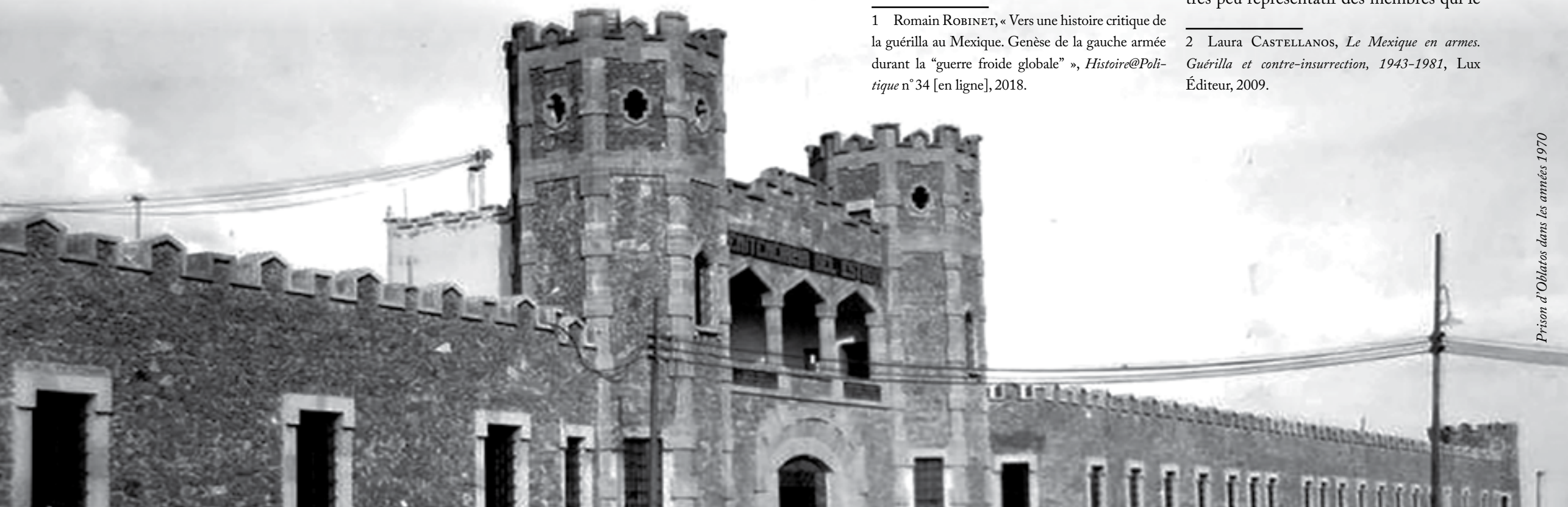
les démocraties occidentales. Le Mexique ne resta pas à l'écart de ces différents phénomènes. Enfin, la possibilité d'un changement légal et électoral était très limitée (partis de gauche interdits sur les registres électoraux, forte répression...), ce qui posa les premiers jalons de la radicalisation de toute une génération².

Les groupes de guérilleros adoptèrent des positions politiques – radicales ou plus modérées – et des stratégies de luttes différentes : tractage, blocage et/ou lutte armée. À Guadalajara, trois gangs armés étaient connus pour diverses revendications politiques et sociales. San Andrés a été le berceau du gang Los Vikingos.

Antonio a 15 ans lorsqu'il commence à participer avec d'autres amis à des rassemblements et à des manifestations au sein de leur quartier. En 1973, ces trois gangs fusionnent et décident de s'allier au collectif national du Front révolutionnaire étudiant. Le nom du collectif est très peu représentatif des membres qui le

1 Romain ROBINET, « Vers une histoire critique de la guérilla au Mexique. Genèse de la gauche armée durant la "guerre froide globale" », *Histoire@Politique* n° 34 [en ligne], 2018.

2 Laura CASTELLANOS, *Le Mexique en armes. Guérilla et contre-insurrection, 1943-1981*, Lux Éditeur, 2009.



composent. Bien que des jeunes universitaires participent à la guérilla, ils sont loin d'être les seuls. On retrouve aussi bien des jeunes issus des banlieues pauvres – comme Los Vikingos – que d'autres originaires de milieux ruraux. Ainsi, la base sociale des guérillas ne trouve pas ses fondements chez les « enfants rebelles » des classes moyennes³.

Le quotidien d'Antonio et de ses ami·e·s est marqué par un contexte d'effervescence politique mais aussi de répression policière. Cette répression se fait de plus en plus forte et atteint son apogée le 2 octobre 1968 où plus de 300 étudiant·e·s sont tués et plus d'un millier blessés sur la place Tlatelolco à la ville de Mexico. En 1971, ce sont à nouveau plus de 120 jeunes qui sont assassinés lors d'une marche dans les rues de la capitale. Après ces massacres, la réponse des guérillas se fait plus dure et s'organise de manière plus ferme, dans le but d'avoir un véritable poids face à l'État dirigé par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui monopolise le pouvoir depuis une quarantaine d'années.

3 L'historien Robinet souligne notamment le rôle crucial joué par les élèves des écoles rurales, issu·e·s de la paysannerie mexicaine, dans l'action collective. D'autant plus que ce sont dans les campagnes que les premières guérillas apparaissent dans les années 1960. Ces différents éléments nous permettent de comprendre qu'il n'y a pas *opposition* mais plutôt *continuité* entre les luttes et guérillas dites « urbaines » et celles dites « rurales ».



Antonio et ses camarades décident de rejoindre la Liga Comunista 23 de Septiembre (LC23S), fondée en 1973. Dès sa création, l'organisation a pour vocation d'agir à l'échelle nationale et compte alors 636 membres dans 21 États. La Ligue considère que les conditions sont réunies dans le pays pour appeler à une révolution socialiste. Ces actions prennent plusieurs formes : les membres essayent de mobiliser la classe ouvrière en organisant des meetings et en distribuant des tracts, mais ils mènent aussi des actions coup de poing, notamment en s'attaquant aux lieux de pouvoir. Les guérilleros s'organisent en effet pour cambrioler des banques et prendre en otage des hommes d'affaires et des diplomates en demandant des rançons. Le caractère explosif et imprévisible des actions menées par le collectif provoque la fébrilité croissante des élites politiques. Et la réponse est violente et ciblée.

Le gouvernement déclare dans la presse que la Ligue est une organisation terroriste et décide d'armer une force spéciale, la Brigade blanche, pour démanteler le mouvement et tout groupe similaire. En parallèle, les médias mènent une campagne de disqualification. Les jeunes révolutionnaires sont accusés d'avoir une sexualité déviante et d'être sous l'emprise de nombreuses drogues. Un à un, les membres de la Ligue sont assassinés

ou enlevés. Cette période est aujourd'hui appelée « Guerre sale » par les chercheurs et les anciens acteurs de ces conflits. Cette expression désigne plus précisément l'extrême brutalité et le caractère extralégal des pratiques répressives à l'encontre des guérilleros, mais aussi plus largement des militant·e·s de gauche et de leurs proches. En ce qui concerne la Ligue, Antonio estime que ce sont au moins 1500 personnes qui ont été assassinées par l'État mexicain, victimes de tortures, de passages à tabac, d'enterrements clandestins. De nombreux corps n'ont jamais été retrouvés. Le bilan humain de cette période apparaît aujourd'hui particulièrement lourd pour un régime civil se présentant alors comme un modèle de stabilité en Amérique latine⁴.

La prison d'Oblatos ou le berceau d'une formation idéologique révolutionnaire

Un après-midi de février 1974, Antonio et deux de ses compagnons, Armando et Juan⁵, viennent récupérer des armes en vue d'un futur braquage, dans une maison appartenant à la Ligue. Mais ils commettent l'erreur décisive de conduire une voiture déjà utilisée lors d'une précédente opération. L'heure fatale arrive : pistés par la Brigade blanche depuis plusieurs jours, les trois camarades se retrouvent encerclés par un cortège d'hommes armés, leur bloquant tout moyen d'évasion. Antonio a 19 ans. Il est emmené avec ses complices dans une maison clandestine. S'ensuivent alors de longues séances d'interrogatoires,

4 Romain ROBINET, *op. cit.*

5 Cette personne a existé mais son prénom est fictif.

d'humiliations et de tortures auxquelles Juan ne survit pas. Après plusieurs semaines, Antonio et Armando sont présentés au procureur, puis poursuivis et condamnés pour une longue liste de crimes qu'ils n'ont jamais commis. Les médias relaient abondamment la version du pouvoir.

Ils sont ensuite conduits à la prison d'Oblatos, forte ressemblance monumentale construite en 1932 dans ce qui était à l'époque la périphérie orientale de la ville émergente de Guadalajara. La ville s'étant développée et étendue rapidement, la prison s'est vite retrouvée entourée de quartiers de travailleurs, dont le quartier de San Andrés. Un mur de huit mètres de hauteur et quatre rues séparent alors Antonio de sa maison familiale. La particularité de cette prison réside dans son système de haute surveillance. Pour enrayer la guérilla, l'État emprisonne ses ennemis politiques en masse. Cette politique répressive engendre une surpopulation carcérale. Ainsi, lorsque Antonio et Armando sont emprisonnés, la prison déborde. Conçue pour un maximum de 800 prisonniers, elle en accueille alors plus de 2 500. Pour faire face à l'augmentation du nombre de détenus, l'administration pénitentiaire réaménage l'ancien abattoir destiné à nourrir la population carcérale en une nouvelle section : El Rastro. Pour rallonger le corps carcéral, vingt cellules sont construites sur deux niveaux. À l'époque d'Antonio,





l'ancien abattoir accueille quarante-huit prisonniers âgés de vingt à quarante ans. Ce département spécial est conçu pour recevoir exclusivement les détenus politiques, les autorités souhaitant que les guérilleros n'aient aucun contact avec les autres détenus, par peur d'un soulèvement.

Malgré le nombre important de prisonniers, l'architecture de la prison permet à l'administration une surveillance implacable. Cette vigilance constante n'a pu être brisée que par la patience et les stratégies de survie des guérilleros. Pour Antonio, le temps passé au sein d'une telle concentration de prisonniers politiques a constitué une période d'intense préparation physique, idéologique et militante.

L'idée de sortir de cette prison n'a jamais quitté Antonio. Les membres de la Ligue ont profité de leur temps sur place pour analyser l'architecture du lieu, sa logique interne et ses failles, et trouver un point d'évasion. Au cours de leur première année d'emprisonnement, une émeute éclate dans l'aile opposée. Après cette révolte, les murs du quartier d'El Rastro donnant sur la route sont renforcés avec du béton. Tous, sauf un. Enrique, membre de la Ligue enfermé peu de temps après Antonio, remarque que le mur qui mène à la salle de bain, dans la dernière cellule du

dernier étage, n'a pas été fortifié. C'est à ce moment-là que les prisonniers imaginent un plan d'évasion. Six personnes sont au courant : Antonio alias Michel, Enrique alias Tenebras, José alias Billetes, Alvaro Mario alias Guaymas, Armando alias El loco Escalabte et Francisco alias El Flaco. La première étape consiste à creuser un trou. La deuxième à trouver un moyen de communication avec leurs compagnons de la Ligue à l'extérieur, notamment pour neutraliser les gardiens. Le problème, c'est que de l'autre côté du mur il n'y a plus beaucoup de camarades vivants ou en liberté : en 1975, l'organisation est en effet presque désarticulée. Mais il leur vient une nouvelle idée. Lors d'une visite de leurs mères à la prison, Enrique et Antonio leur font passer une note expliquant les détails de leur plan. Par chance, leurs parents étaient très investis dans la lutte menée par leurs fils, en particulier la mère d'Enrique. Celle-ci l'a toujours accompagné dans la clandestinité et a appris à être prudente. Elle s'occupe alors d'établir une partie du plan d'évasion de son fils et de ses compagnons et sert de messagère entre les prisonniers et la Ligue. Durant les quatre visites familiales qui suivent, les deux femmes apportent à chaque fois un *pozole*, une soupe mexicaine traditionnelle. Au fond de la casserole, dans des sacs hermétiquement fermés, elles cachent des armes, démontées pièce par pièce. Les guérilleros ont enfin tous les éléments pour mettre leur plan en action. Il ne leur reste plus qu'à perforer le mur de la salle de bains sans que personne ne s'en aperçoive. Armés d'un tournevis, d'un marteau et d'une paire de pinces dérobés dans les ateliers de la prison, les guérilleros commencent à créer une brèche dans le mur de la salle de bain. Contrairement à la

porte de leur cellule, celle des toilettes est opaque, les protégeant ainsi des yeux des gardiens. Et c'est morceau par morceau, jour après jour, que les futurs fugitifs creusent les premiers mètres vers leur liberté. Tout un protocole est imaginé afin de garder leur activité secrète. Ils se mettent toujours par équipe de trois : deux font le guet et un creuse. Si les surveillants viennent inspecter la cellule, ils ne doivent rien soupçonner. Ainsi, pour ne pas laisser de trace, la terre retirée du mur est conservée dans de petits sacs qu'ils vident ensuite à travers une petite fente d'une bouche d'aération. Pour cacher le trou, ils recouvrent l'ouverture par quatre carreaux qu'ils placent par-dessus, comme une façade. Enfin, pour ne laisser aucune marque, toutes les imperfections sur le mur sont soigneusement peintes avec le matériel issu de l'atelier.

Une évasion périlleuse

En décembre 1975, deux mois après l'élaboration du plan, Enrique reçoit un message de l'extérieur : le 16 janvier, l'évasion aura lieu. Tout se déroule pour le mieux. Non seulement ils ont réussi à percer le mur sans que personne ne s'en aperçoive, mais en plus le mur était creux à l'intérieur, alors qu'ils le pensaient rempli de gravats. Il reste cependant à élargir la faille jusqu'à ce qu'un homme puisse passer.

De l'autre côté du mur, une équipe construit un plan de soutien aux fugitifs pour les couvrir et les protéger durant l'évasion. Le temps s'accélère et beaucoup de choses restent à coordonner pour préparer la fuite dans les moindres détails.

Mais, un jour avant la date convenue, un nouveau message est délivré aux prisonniers : la Ligue leur demande d'attendre le 22 janvier, soit une semaine

de plus, avant de franchir les murs de la prison. Cette semaine s'avère très longue pour les détenus. La peur que le trou et les armes soient découverts est constante, le sommeil est rare et la vigilance extrême.

Pour autant, le jeudi 22 janvier 1976, le plan est parfaitement chronométré. Les commandos ont synchronisé leurs montres à partir de l'heure indiquée par une radio locale. L'action démarre à six kilomètres de là : une unité s'infiltré dans une station électrique alimentant la prison, vêtue des uniformes kaki des employés de l'usine. Seule différence notable : ils sont équipés de toutes sortes d'armes. Une des combattantes pointe son arme contre la tempe d'un travailleur et lui donne l'ordre de couper le courant. Quelques secondes plus tard, la prison se retrouve dans l'obscurité.

À l'intérieur de la prison, Antonio casse les derniers fragments de mur avec son tournevis lorsque les appels de l'un des gardiens le paralysent. Ses camarades inventent une excuse pour qu'il puisse continuer à travailler sans répondre à l'appel du surveillant. C'est avec la peur au ventre et toute l'énergie qu'il lui reste qu'il continue à creuser. Une fois dans le noir, les six guérilleros se fauflent



un à un, pendus par les pieds, à travers un trou beaucoup trop étroit pour leur corps, alors que les gardes pensent qu'ils sont en train de se doucher. Avec des cordes fabriquées à l'avance de manière artisanale, les prisonniers descendent au fur et à mesure la tour de cinq mètres de haut, bien armés.

Dans le même temps, une équipe extérieure attaque la porte centrale de la prison, tandis qu'une autre tire sur la tour par laquelle s'échappent les prisonniers afin de dissuader les gardiens de s'en approcher. Une troisième cellule de résistance, située dans la rue à l'extérieur de la prison, tire sur les gardes pour protéger les fugitifs, et les tue. C'est sous les tirs croisés qu'ils parviennent à monter dans les camions qui les attendent, positionnés tout autour de la prison, achevant ainsi l'action militaire la plus importante de la Ligue. Dans leur plan, quatre minutes devaient être consacrées à l'opération d'évasion. Celles-ci s'écoulaient de 19h38 à 19h42.

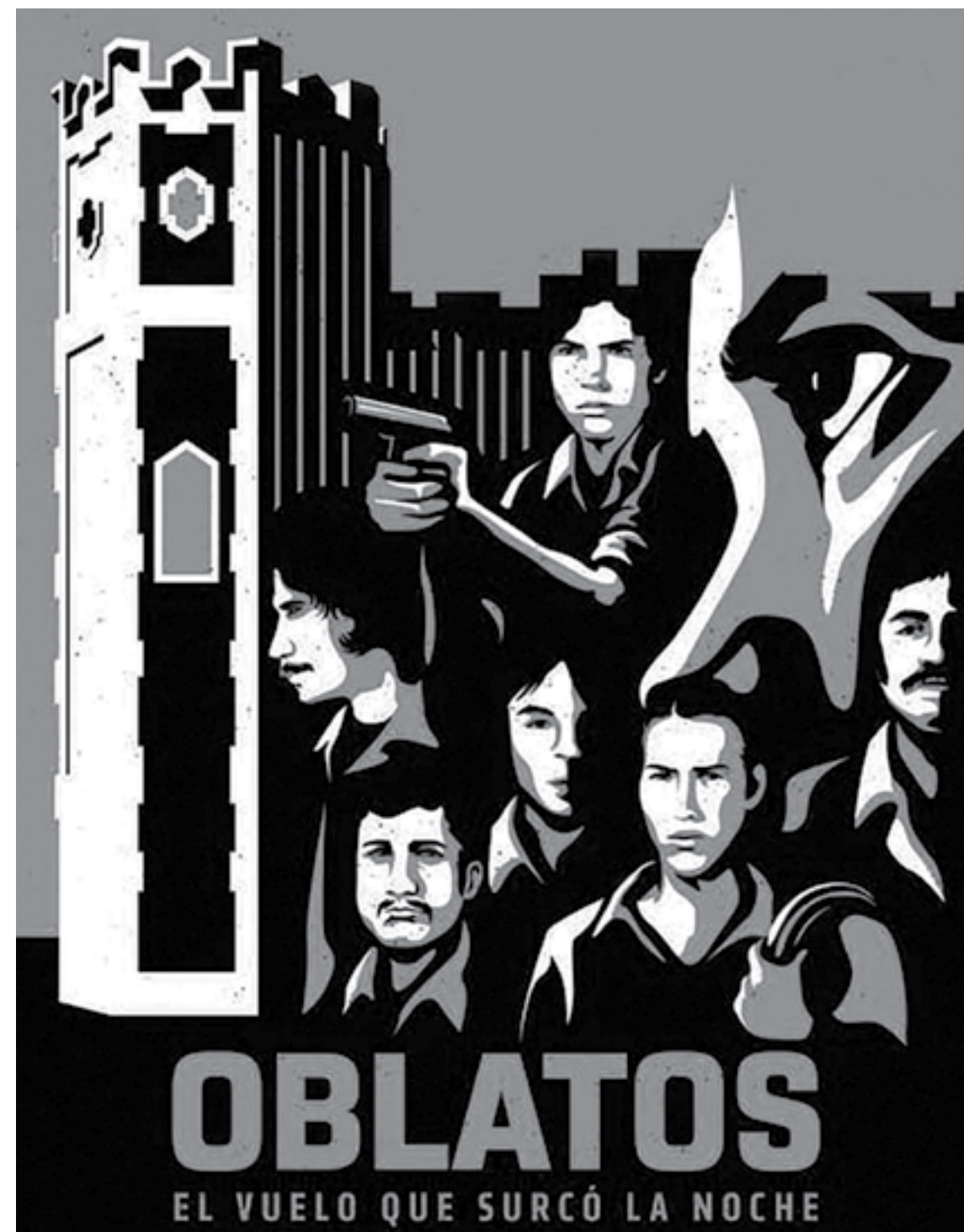
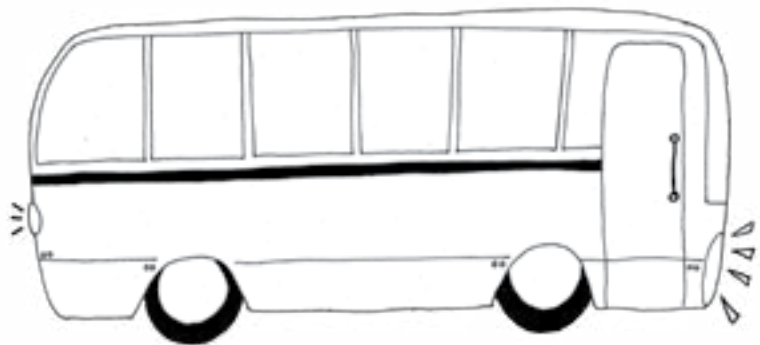
Hors-la-loi dans la montagne

Quitter la prison ne constitue cependant qu'une première étape pour les guérilleros. Il leur reste encore à se cacher en lieu sûr. Après le succès collectif de l'évasion, la question de la protection doit encore être abordée, et tous, malheureusement, n'auront pas les mêmes opportunités d'accueil, ni le même traitement. L'organisation n'a que très peu de ressources économiques et ses membres

sont constamment surveillés, menacés ou enlevés. Le commandement externe prend la décision, sans n'avoir guère d'autre choix, d'héberger seulement les fugitifs les plus importants, c'est-à-dire les plus recherchés. Les autres devront se débrouiller seuls jusqu'au prochain rendez-vous et ainsi de suite, jusqu'à ce que le problème de l'accueil soit résolu.

Cette décision est vécue comme un drame par les anciens détenus. Enrique gravement blessé, Francisco, José et Mario sont conduits à la maison sécurisée où le commandant en chef les attend. Armando et Antonio, quant à eux, se retrouvent seuls, sans armes, fugitifs et hors la loi. Ils doivent rapidement quitter la ville, et pour cela, Antonio prend la décision toute simple d'attendre le prochain bus en direction d'une zone inhabitée d'une montagne voisine. C'est ainsi que l'un des événements les plus marquants de l'histoire de Guadalajara se termine par une évasion en transports en commun!

Antonio, qui connaissait cette partie de la montagne, envisage de passer la nuit en sécurité au milieu d'un ravin au fond duquel un petit ruisseau trace son chemin. Mais, avant d'avancer davantage dans le massif, lui et Armando se rendent dans une petite boutique dans l'espoir d'acheter, avec les quelques pièces que leurs compagnons leur ont fournies, quelques *pan dulces* et une bouteille de tequila pour supporter le froid. La commerçante leur demande ce qu'ils fabriquent à une heure



Affiche du film Oblatos, El vuelo que surcó la noche sorti en 2019

aussi tardive et Antonio lui explique qu'ils sont des étudiants étrangers en itinérance, souhaitant dormir quelques nuits dans les montagnes avant de retourner en ville. Elle et son mari, Don Pedro, proposent aux deux jeunes hommes de les héberger pour la nuit, argumentant qu'ils seront plus en sécurité ici que dans la montagne. Les jeunes fugitifs acceptent l'invitation et dorment à même le sol de la cuisine. Or, une fois la nuit tombée et la télé allumée, leurs visages apparaissent dans tous les journaux télévisés. « Terroriste », c'est le qualificatif accolé à côté de chacun d'eux. Après un long moment de silence, Don Pedro s'exprime. Il explique aux jeunes évadés qu'il a lui aussi connu quelques ennuis étant plus jeune, et qu'il est d'accord pour qu'ils restent s'installer chez eux. Ils profitent de l'hospitalité de Don Pedro et de sa femme jusqu'au rendez-vous donné par la Ligue. Pendant ce temps, les familles des fugitifs sont interrogées et surveillées à chaque instant. Quelques mois plus tard, les évadés sont rapatriés à Mexico pour être réintégrés et protégés par l'organisation. La Ligue communiste du 23 septembre essaiera de

lutter encore quelques années malgré la désarticulation de l'organisation.

Antonio sera capturé un an plus tard, le 11 avril 1977. Pendant son second emprisonnement, le gouvernement mexicain intensifiera sa campagne d'hostilité contre les membres restants de la Ligue et mettra définitivement fin à l'organisation, dans un bain de sang.

El final

Peu de temps après sa sortie d'Oblatos, José est assassiné par la Brigade blanche. Enrique est tué par cette même police en 1976. Aujourd'hui encore, Francisco et Armando sont portés disparus. Mario a terminé sa vie en tant qu'employé de maintenance du métro de la ville de Mexico et est décédé en 2021. Antonio, quant à lui, est vendeur de poulet dans le marché de San Andrés à Guadalajara.

En 1982, six ans après l'évasion, la prison d'Oblatos est démolie. Cette décision a été très contestée, notamment par les anciens détenus de la Ligue : en faisant tomber les murs de la prison, c'est, selon eux, une partie de la mémoire historique de Guadalajara qui a été détruite.

Antonio s'attelle aujourd'hui à transmettre la mémoire d'une époque que l'historiographie officielle a tenté d'effacer. Ce récit et l'histoire des guérillas sont en effet méconnus et n'ont guère dépassé les cercles militants mexicains. Pourtant, ces phénomènes ont existé sans discontinuité depuis 1965 et perdurent aujourd'hui⁶. Antonio regrette que très peu de Mexicains sachent que durant les années 1970, il y avait une dizaine de groupes armés qui portaient d'autres projets de société. Il souligne le fait qu'aujourd'hui, l'époque est beaucoup plus violente, mais qu'il n'y a aucune motivation humaine et politique assez forte pour apercevoir un espoir de changement. Cependant, Antonio est toujours convaincu qu'un autre monde est possible et y travaille sans cesse, notamment par un important travail de transmission. Il a écrit et publié un livre en 2007, *La fuga de Oblatos : Una historia de la LC 23-S*. Son témoignage est diffusé en

2019 dans le film d'Acelio Ruiz, *Oblatos : El vuelo que surcó la noche*, et il donne des conférences dans les cercles universitaires et militants. Antonio milite pour que justice soit faite aux centaines de disparus de la Guerre sale et que l'État mexicain prenne ses responsabilités dans ce massacre. Le 23 septembre 2019, la ministre de l'Intérieur a, pour la première fois, présenté publiquement les excuses de l'État à une victime de la Guerre sale. Il s'agit de Martha Alicia Camacho Loaiza, membre de la Ligue arbitrairement détenue, torturée pendant quarante-neuf jours et exécutée en 1977 par des militaires et policiers fédéraux. Les évadés de la prison d'Oblatos, quant à eux, n'ont toujours pas reçu d'excuses et portent sur leurs épaules le souvenir nostalgique de toute une génération anéantie par l'appareil étatique.

Laloba

Illustrations de Mamashaku et LaFrite

6 On retrouve aujourd'hui les mouvements portés par *el Ejército popular revolucionario*, *el Ejército revolucionario del pueblo insurgente*, ou celui des Zapatistes dans le sud du Mexique, le plus connu.

« La prison est soit une tombe pour les lâches, soit un berceau pour les révolutionnaires. »

Antonio

NIEDER D'HAX!

LES PROCÈS EN SORCELLERIE EN ALSACE AUX XVI^E ET XVII^E SIÈCLES

Le texte qui suit retrace la grande chasse aux sorcières du début de l'Époque moderne dans le contexte alsacien. En revenant sur la complexité de cette période, il tente de dénouer les stéréotypes faisant de la sorcière une figure fantaisiste ou idéologique. Pourquoi les personnes persécutées furent-elles majoritairement des femmes? Détenaient-elles vraiment des pouvoirs magiques ou symboliques? L'auteur s'interroge sur l'acceptation de telles persécutions de la part d'une société entière. Pourquoi le besoin d'un nouveau bouc émissaire se développa-t-il à ce moment-là? En quoi ce qu'il s'est déroulé sur ce territoire est-il spécifique?

En Alsace, d'où je suis originaire, la figure de la sorcière est largement présente dans les légendes, les croyances populaires, la toponymie ou encore l'architecture locale. Pour exemple, dans certains villages, des tours fortifiées qui auraient servi de prisons ont été baptisées « tours des sorcières ». Il se tient aussi chaque année plusieurs fêtes des sorcières avec « parade de créatures », spectacle de feu, « sentier de l'étrange » ou encore sanglier à la broche à la « taverne de la sorcière ». Sur la colline du Bollenberg a lieu au mois d'août le « Haxafir », fête lors de laquelle les conscrits du village brûlent un mannequin de sorcière sur un bûcher spectaculaire. Cette fête se déroule à proximité de la chapelle Sainte-Croix, couramment appelée « chapelle des sorcières » à cause des assemblées nocturnes de sorcières qui, selon la légende, s'y seraient tenues. Mais ce sont plutôt les lectures et discussions sur le sujet, débattu depuis quelques années dans certains milieux politiques¹, qui m'ont vraiment introduit à l'histoire de la grande chasse aux sorcières. La visite de la remarquable exposition de la Maison des sorcières de Bergheim, qui relate le sombre destin de quarante femmes brûlées pour sorcellerie entre le XVI^e et le XVII^e siècle, m'a donné davantage envie de m'y attarder. Enfin, c'est une présentation donnée en juillet 2022 dans le cadre d'un week-end d'hommage aux victimes des procès en sorcellerie au col de la Perheux à Wildersbach (dans le Bas-Rhin) – lieu

d'exécution de condamnées en sorcellerie – qui est à l'origine de cet article.

Le contexte de la grande chasse aux sorcières en Europe et en Alsace

L'histoire de la terrible chasse aux sorcières ne doit pas être comprise de manière uniforme à travers l'espace et le temps. Le terrain de cette recherche se situe dans le piémont des Vosges et certaines vallées alsaciennes entre 1560 et 1630. Cette période fut précédée par des troubles idéologiques au sein du christianisme avec la Réforme, débouchant sur d'intenses révoltes. L'année 1525 marque le point culminant de ces soulèvements avec la guerre des Paysans². Elle prendra fin avec, entre autres, un autre événement : la guerre de Trente Ans (1618-1648). Des procès en sorcellerie avaient déjà eu lieu avant cette époque ailleurs en Europe, et d'autres se tiendront après. L'une des questions est de comprendre pourquoi des accusations en sorcellerie ont particulièrement eu lieu à ce moment et à cet endroit. Car ce qui marque le territoire et la période qui nous intéressent, c'est le nombre important de victimes. Bien que la situation ne soit pas, et de loin, celle de l'Allemagne frontalière où la chasse aux sorcières est à l'origine de 42000 mises à mort, on dénombre néanmoins 2577 exécutions en Lorraine, 1638 en Alsace et 869 en Franche-Comté, soit plus que dans le reste de la France, qui n'a comptabilisé « que » 2500 victimes³.

2 H., « Quand les abbayes brûlaient », *Nunatak* n° 6, automne-hiver 2020-2021.

1 Je pense aux discussions autour du livre *Caliban et la sorcière* de Silvia FEDERICI (2014), des publications de l'éco-féministe Starhawk qui se revendique sorcière, ou encore de la traduction de l'essai de Barbara EHRENREICH et Deirdre ENGLISH *Sorcières, sages-femmes et infirmières* (2015).

3 Selon les chiffres donnés par l'historien Jacques Roehrig dans ses ouvrages sur les procès en sorcellerie en Alsace, Franche-Comté et Lorraine : *À mort la sorcière!* (2007), *L'holocauste des sorcières d'Alsace* (2011) et *Procès de sorcellerie aux XVI^e et XVII^e siècles* (2016).





Illustration inspirée de la gravure sur bois *Sorcières faisant tomber la pluie*, Cologne, 1489

Moins d'un demi-siècle plus tôt, la guerre des Paysans venait d'embraser la région. Certains historiens ont postulé que la chasse aux sorcières sur ce territoire aurait été une manière pour le pouvoir de reprendre la main après cette période d'intenses révoltes et de défiance contre les autorités. En somme, celles-ci auraient mis en place un dérivatif à la colère du peuple. Les sorcières auraient ainsi constitué de parfaits boucs émissaires, sur lesquels le peuple aurait pu déverser ses frustrations, d'où la très large adhésion populaire aux condamnations des tribunaux laïcs.

Contrairement à ce qui est couramment pensé, cette grande vague de persécutions ne s'est pas déroulée au cours d'un sombre Moyen Âge que l'on se représente souvent misérable et ignorant – et pendant lequel les « sorcières » n'ont en réalité été que très

rarement inquiétées – mais dans ce qu'on appelle l'Époque moderne. C'est dans une Alsace qui a été quelques décennies plus tôt une région pionnière de la pensée humaniste qu'ont véritablement eu lieu ces atrocités. Jusqu'au xv^e siècle et la publication du *Marteau des sorcières* qui fera alors autorité, la position de l'Église sur le sujet était d'ailleurs plutôt modérée, virant même au scepticisme à propos des pouvoirs du diable sur ses fidèles⁴. Aussi, cette grande chasse s'inscrit dans un moment contradictoire où des freins moraux très forts s'opposent à la liberté spirituelle. Pour exemple, l'un des auteurs d'un manuel de chasse aux sorcières, Jean Bodin, fut également partisan

4 Guy BECHTEL, *La sorcière et l'Occident : la destruction de la sorcellerie en Europe des origines aux grands bûchers*, Plon, 1997.

de l'abolition de l'esclavage et ardent défenseur de la liberté de conscience et de la tolérance religieuse⁵.

Le Marteau des sorcières

En réaction aux profondes remises en question de l'ordre social et dans un contexte de crise plus général (crise religieuse et philosophique, mais aussi succession de calamités diverses), le pouvoir chrétien se raidit peu à peu. Un grand nombre d'actes juridiques élargissent de plus en plus le pouvoir de l'Inquisition. La publication du *Malleus Maleficarum* ou *Marteau des sorcières*⁶, entre 1486 et 1487, sert de support pratique à celui-ci. Ce traité de démonologie mettra à mal un précédent texte de droit nommé *Canon episcopi*, qui affirmait que le sabbat n'était que fantasma. Il prétend apporter « les preuves de la nouvelle hérésie des sorcières, des femmes qui se soumettaient au mal par un pacte avec l'enfer et l'alliance avec la mort⁷ ». Le *Marteau des sorcières* s'attache à démontrer la variété et la « réalité » des maléfices, et va jusqu'à fournir des recettes dites de sorcières. Il s'agit d'un véritable manuel pratique donc, qui décrit les procédures à employer de l'arrestation à la condamnation.

Vu d'aujourd'hui, l'ouvrage étonne, car il se réfère aussi bien à des philosophes qu'à des récits plutôt fantaisistes issus du folklore populaire. Ce traité s'impose pourtant très vite comme un ouvrage clef pour les juges, qui s'en serviront pour envoyer

d'innombrables victimes à la mort⁸. Les rédacteurs façonnent une figure terrifiante de la sorcière à coups d'arguments misogynes afin d'étayer l'ensemble de leur propos. L'auteur principal, l'inquisiteur et moine dominicain Heinrich Kramer alias Henri Institoris, est un pur produit de l'Église catholique recrachant sa haine des femmes. L'ouvrage reprend le cliché de l'impureté congénitale : « La passion charnelle est insatiable. » Les femmes seraient des êtres faibles, et donc plus facilement « pervertibles ».

Les auteurs du *Marteau des sorcières* avancent que le mot femme viendrait de *fe* et de *minus*, signifiant « moins de foi » en latin, ce qui expliquerait leur tendance à vendre leur âme au diable, et donc leur prépondérance parmi les accusés en sorcellerie⁹. La femme est celle qui a croqué le fruit défendu dans le Jardin d'Éden et a commis la faute originelle, c'est dès lors une proie facile pour le diable. Dieu aurait voulu affaiblir Satan en lui donnant d'abord du pouvoir sur des créatures supposées moins dignes. L'origine de la misogynie est d'ailleurs bien antérieure à la naissance du christianisme puisqu'elle est déjà présente dans les mythes antiques appelant les femmes à se conformer et non à se révolter : « Que ce soit dans les écrits bouddhiques, chez Confucius, le Coran ou les Lois de Manu, tous les textes de base du patriarcat comportent une mise en garde

8 Destiné aux juristes et rédigé en latin, le *Malleus Maleficarum* va largement uniformiser la manière de réprimer les sorcières à travers l'Europe.

9 Ils se réfèrent eux-mêmes au livre IX des *Éty-mologies* (ou *Origines*) d'Isidore de Séville, publié vers 630.

5 Jean BODIN, *De la démonomanie des sorciers*, 1580.

6 Notez *maleficarum* et non *maleficorum*, « sorcières » et non « sorciers ».

7 Guy BECHTEL, *op. cit.*

contre la femme, souvent dans les termes les plus hostiles et les plus insultants¹⁰. » La diffusion de ce livre est un moment fondamental de l'histoire de la chasse aux sorcières. Même si l'on trouve de nombreux autres traités de démonologie avant le *Marteau des sorcières*, une féminisation de la sorcellerie va progressivement s'opérer dans l'imaginaire collectif après la parution de celui-ci. Il connaîtra un rayonnement exceptionnel avec trente-quatre rééditions, devenant l'ouvrage de référence à travers l'Europe occidentale. Il est à noter, pour les faits qui nous intéressent ici, que ce manuel emblématique fut principalement écrit par un Alsacien (Henri Institoris est né à Sélestat) et publié pour la première fois à Strasbourg.

Croyances et magie : un terrain propice à la désignation de boucs émissaires et au complot

Pour préciser le changement qui s'opère avant la publication du *Marteau des sorcières* et après sa diffusion, il faut comprendre que la magie au Moyen Âge n'est pas forcément perçue comme hérétique. La religion elle-même en use : croire aux miracles et aux invocations que sont les prières en est la preuve. La magie existe librement dans la société à travers devins et guérisseurs. Les malades, quand ils ne pratiquent pas l'automédication, peuvent chercher secours auprès de ceux-ci. Ainsi la magie est-elle utilisée depuis la nuit des temps, par exemple pour faire cesser le vent ou pour éviter le malheur, par le biais d'incantations.

10 Françoise D'EAUBONNE, *Le sexocide des sorcières : fantôme et réalité*, L'Esprit frappeur, 1999. Plus loin, l'auteure s'en prend également à l'Ancien Testament.

L'Église croit en la sorcellerie, mais n'y prête guère d'importance pendant des siècles. Tout juste y voit-elle un charlatanisme peu dangereux pour la société – même si prédire le sort, bon ou mauvais, était évidemment contraire à la doctrine chrétienne. Du XI^e au XIII^e siècle, la magie n'est pas reliée à l'enfer et la sorcellerie. Ce n'est qu'après le XIII^e siècle que le diable, accusé de vouloir répandre le Mal sur Terre, devient le principal responsable de tous les malheureux événements : sécheresses, grêle, morts subites, maladies, etc. Et l'imaginaire populaire fabrique lui-même l'ennemi : la chasse aux sorcières crée la sorcière.

Ainsi, superstition et magie vont bon train jusqu'à la fin du Moyen Âge. Au XVI^e siècle, on croit aux loups-garous, aux dragons et aux fées. On pense que le monde peut être modifié par des forces occultes ayant un impact sur le sort de chacun et chacune. Du bas-peuple aux sphères les plus élevées de la société, la croyance dans l'efficacité des recettes magiques est généralisée dans toute l'Europe. Cet élément est important pour comprendre comment une justice laïque et toute une population ont pu croire à des histoires à dormir debout qui mèneront des milliers de personnes au bûcher¹¹.

La chasse aux sorcières prétend déjouer un complot : il existerait une secte secrète satanique touchant un grand nombre de personnes et souhaitant détruire la société chrétienne. Les accusations faites aux sorcières d'adorer Satan, de profaner les sacrements, de pratiquer la sodomie,

11 La croyance a pu parfois découler d'une altération de la réalité due à la prise consciente ou inconsciente de drogues (comme l'ergot de seigle), d'alcool, ou tout simplement aux rêves nocturnes.

l'inceste ou le meurtre rituel d'enfants, sont les mêmes que celles qui frappent les hérétiques et les Juifs depuis fort longtemps. Il est d'ailleurs significatif de voir que l'apparence négative assignée aux sorcières est similaire à celle attribuée aux Juifs (nez crochu et chapeau pointu, entre autres), et que le terme *sabbat* désignant en langue française leurs assemblées n'est qu'une transposition du *shabbat* juif, jour de repos et de retrouvailles¹². De la chasse aux sorcières à la conspiration mondiale, c'est seulement l'ennemi maléfique qui prend un visage différent : lépreux, Juifs, hérétiques vaudois, francs-maçons... La même trame de l'enlèvement et du meurtre d'enfants se retrouve aujourd'hui dans les accusations des théories conspirationnistes comme celles de Qanon, portées à l'encontre d'une certaine élite qui volerait le sang d'enfants à des fins de cure de jouvence.



Reproduction d'une peinture de la période médiévale représentant un juif

12 Certains démonologues utilisent même le terme de *synagogue*.

L'accusation des femmes

On sait qu'ont existé des spécificités, voire des différences entre les accusations et les profils des accusées. Dans certains contextes très locaux, des hommes et des enfants ont été incriminés en grand nombre et mis sur le bûcher. À Molsheim, c'est le caractère tardif (entre 1617 et 1630), le jeune âge des victimes (entre 8 et 16 ans), ainsi que leur origine (beaucoup d'entre eux sont élèves au collège des jésuites de la ville, donc instruits) qui font la particularité de ces exécutions. De toute l'histoire des procès en sorcellerie, c'est dans cette cité que le nombre d'enfants condamnés est le plus important : au moins trente-trois jeunes victimes y ont été répertoriées¹³. Il n'en reste pas moins qu'en Alsace, 80 à 90% des personnes condamnées sont des femmes, même s'il est difficile aujourd'hui de connaître le nombre précis d'exécutions, du fait de la disparition de nombreuses traces.

Parmi elles, toutes les catégories sociales sont représentées. La pensée misogyne imprègne la population entière d'une méfiance envers la « nature féminine ». Se sentant menacée, la population a déchaîné une haine persécutrice non pas contre des étrangers venus de loin, mais contre des personnes ou groupes « presque mêmes¹⁴ », c'est-à-dire très proches de la communauté. Ainsi, une femme perçue comme guérisseuse dans un village voisin pouvait être considérée comme sorcière

13 Louis SCHLAEFELI, *Les procès de sorcellerie dans la région de Molsheim aux XVI^e et XVII^e siècles*, Société d'histoire et d'archéologie de Molsheim et environs, 2021.

14 Jacob ROGOZINSKI, *Ils m'ont haï sans raison. De la chasse aux sorcières à la Terreur*, éditions du Cerf, 2015.



dans son propre village. Dans le val de Lièpvre, qui connaît une cinquantaine d'affaires de sorcellerie entre 1570 et 1618, les premières accusées sont des guérisseuses, puis vient le tour de femmes faisant l'objet de dénonciations hasardeuses dues à des amitiés suspectes ou à des vengeances personnelles. Les condamnés ne furent pas les vagabonds ou autres personnes de passage, mais presque uniquement des habitantes. « L'action se déroule entre des personnes qui se connaissent depuis très longtemps » écrit Maryse Simon dans sa publication sur les affaires de sorcellerie dans cette vallée¹⁵.

Les accusées n'étaient pas nécessairement des marginales. C'est souvent la défiance des villageois envers elles, ainsi que l'accusation d'une soi-disant rencontre avec le diable, qui entraînaient leur mise à l'écart. Les reproches et les soupçons étaient colportés dans les alentours. Il s'agissait fréquemment de « problèmes de voisinage » où vengeances et arrangements personnels étaient sous-jacents aux procès. Incriminer l'autre permettait ainsi de se protéger soi-même d'une dénonciation pouvant frapper n'importe qui. Les accusations découlaient d'on-dit villageois, alimentés par des querelles et rivalités vieilles de plusieurs décennies. On peut parler, comme pour Élisabeth Gewinner, une bourgeoise marchande de draps accusée de sorcellerie par sa fille à Guebwiller en 1615, d'une sorte de « rumeur publique [qui] était là, tout d'un coup », et qui s'alimentait au fil des

ragots et des commérages jusque dans sa propre famille¹⁶.

Les motifs menant à une condamnation étaient nombreux. Les femmes pouvaient être accusées de pratiquer une sexualité jugée déviante (adultère, sodomie, homosexualité, zoophilie, inceste) ou d'avoir une influence sur des phénomènes météorologiques tels que le gel, les inondations, la sécheresse, etc. D'autres aspects liés à la mort, comme le malheur d'avoir vu mourir plusieurs de ses enfants en bas âge ou encore d'avoir perdu à plusieurs reprises un mari, pouvaient aussi être très suspects.

Les condamnations

Le rôle des « gens d'en bas » dans les condamnations, on l'a déjà dit, n'est pas à sous-estimer, même si la haine surgit aussi sous l'impulsion de l'Église et des pouvoirs en place. Par contre, il faut déconstruire l'idée selon laquelle l'Église serait la principale responsable des accusations et des exécutions. Il s'avère qu'au moment de la chasse aux sorcières, dans l'Est de la France, les tribunaux ecclésiastiques ont laissé place aux tribunaux laïcs. Ce sont ces derniers qui jugent et condamnent. Ils sont constitués de gens dits « honnêtes et loyaux » (juges ou avocats) et, plus tard, de médecins.

Comment comprendre l'adhésion active de la population à cette politique de persécutions? Elle paraît d'autant plus incroyable quand on sait que cet assentiment se retrouve parfois chez les victimes elles-mêmes. Il n'est pas rare que celles-ci se soient volontairement soumises au

pouvoir des juges, voire à la torture, dont elles étaient persuadées qu'elle « révélerait toujours la vérité¹⁷ ». Il y a même eu des cas d'autodénonciation pour avoir conclu un pacte avec le diable!

L'une des étapes de l'accusation de sorcellerie consistait en la recherche, par le bourreau ou par des hommes supposés compétents (chirurgiens, barbiers, médecins...), d'une ou des « marques du diable » prétendument laissées sur la peau par le démon, prouvant que la femme avait bien succombé à ses avances. Le corps de la victime était préalablement rasé, Satan ayant une préférence pour les endroits cachés par la pilosité naturelle. Face à un supplice qui consistait à enfoncer une aiguille dans les cicatrices ou irrégularités de la peau, une insensibilité, aussi bien qu'une douleur atroce faisant crier « diaboliquement », pouvaient être considérées comme une trace de son passage.



Aiguilles servant à piquer les sorcières présumées afin de déterminer leur culpabilité

Ces signes constituaient autant de preuves absolues du crime qui autorisaient les châtiments. La torture est un aspect important de la chasse aux sorcières. Il s'agit d'une torture interrogative, et non punitive : les instruments auxquels on avait recours étaient perçus et utilisés comme des « machines à produire de la vérité¹⁸ ». En plus de créer un processus façonnant ses propres victimes, les supplices ont permis de produire du crime. Les accusées pour sorcellerie l'étaient en effet doublement : d'abord pour un crime disons « concret » (la mort d'un nourrisson, la perte d'une récolte, la tromperie d'un mari), et ensuite pour un crime plus « fantaisiste » (la participation au sabbat, le vol nocturne, le mariage avec le diable), le second étant considéré comme celui de lèse-majesté divine. C'est ce que certains nomment la « sorcellisation » des délits.

Les exécutions pour sorcellerie ont été plus nombreuses dans les campagnes qu'en ville. Bergheim a été l'un des principaux foyers d'exécutions. Dans ce bourg d'environ 2 000 habitants, possédant un tribunal compétent pour les affaires de sorcellerie, il y a eu quarante-trois condamnations entre 1582 et 1683 – dont vingt-trois pour la seule année 1630 –, exclusivement des femmes. Les exécutions étaient généralement publiques – y compris pour des faits étrangers à la sorcellerie – et se tenaient dans des lieux dont le choix ne devait rien au hasard. Le col de la Perheux, dans la vallée de la Bruche, a par exemple été choisi pour sa position géographique : au carrefour de la plupart des villages du Ban de la Roche, il permettait ainsi à de nombreux habitants d'assister aux mises à mort.

15 Maryse SIMON, *Les affaires de sorcellerie dans le Val de Lièpvre, XVI^e et XVII^e siècles*, Publications de la Société savante d'Alsace, 2006.

16 Bernard GRUNENWALD, *Procès criminel contre Élisabeth Gewinner accusée de sorcellerie : mars 1615, Guebwiller*, Centre départemental d'histoire des familles, 2011.

17 Jacob ROGOZINSKI, *op. cit.*

18 *Ibid.*

Comment tout cela s'arrête ?

Il faudra attendre les années 1630 pour que des personnalités commencent à émettre des doutes quant à la justesse des procès et condamnations. C'est d'ailleurs de l'Église qu'émanent les premières critiques, à l'image de Friedrich Spee, prêtre jésuite allemand qui, tout en réaffirmant l'existence du diable, conteste la machine depuis l'intérieur : en recueillant la parole des victimes après les séances de torture, il est persuadé de leur innocence.

À partir de 1630, la chasse aux sorcières régresse peu à peu. Cela ne signifie pas que les condamnations cessent dans les décennies suivantes ou que la figure de la sorcière maléfique disparaît de l'imaginaire collectif. Mais on se dirige vers la fin de leur « destruction systématique¹⁹ » qui a duré près d'un siècle.

Plusieurs légendes content les dernières condamnations de cette période. On raconte, par exemple, que le seigneur du Ban de la Roche aurait tué son cheval en secret, avant de réclamer publiquement justice. Il ne se serait dénoncé qu'après que les juges aient désigné un responsable, mettant ainsi en lumière l'absurdité du procès et contribuant à faire cesser la terreur²⁰. Un autre récit s'ancre cette fois à Sélestat, à propos de la dernière accusée et condamnée à mort pour sorcellerie en 1642, Anne Armbruster. Avant de mourir, elle aurait livré le nom de trois de ses complices. Mais celles-ci n'étaient autres que des femmes de bourgmestres. Leurs époux, détenteurs du pouvoir exécutif au niveau communal, auraient alors mis un

19 Guy BECHTEL, *op. cit.*

20 On raconte encore aujourd'hui que ce même seigneur avait pourtant la réputation d'avoir été un acteur de la chasse aux sorcières dans ce secteur!

point final aux procès en sorcellerie dans les environs.

Par-delà ces histoires dont l'authenticité n'est néanmoins pas avérée, des changements sociétaux se produisent alors et peuvent expliquer la quasi-disparition des procès en sorcellerie. Les doctrines philosophiques, religieuses et médicales évoluent. Parmi les gens du peuple, la peur de l'enfer devient moins prégnante. Les « gens honnêtes et loyaux » eux-mêmes attachent de moins en moins de crédit à l'existence de la sorcellerie. Peu à peu, les médecins cessent également de s'y référer, préférant parler de déraison ou de folie. Ce qui relevait de la démonologie est peu à peu relégué aux discours scientifiques et médicaux. Au sein de l'Église, l'existence même du pacte avec le diable tombe progressivement en désuétude.

Pour conclure

Ce focus sur la chasse aux sorcières en Alsace nous permet de revisiter une représentation déformée, stéréotypée et folklorisée de la sorcière, souvent utilisée à des fins divertissantes ou idéologiques. De la fête d'Halloween à l'univers de Walt Disney, ou encore dans certaines cultures féministes, cette image d'une femme âgée, marginale, ayant une connaissance des plantes, vivant dans la forêt et détenant un pouvoir particulier – maléfique ou rebelle – est remise ici en question. Comme on l'a vu, le simple statut de femme a suffi à faire des exécutées les boucs émissaires idéaux dans un contexte global de crise. À l'exception de leur sexe, il n'existe pas – du moins dans l'Est de la France – de profil type de celles-ci, les accusations revêtant de multiples facettes en fonction des périodes et des lieux.

Cette grande chasse aux sorcières a fatalement laissé des traces. Elle illustre bien

une certaine généalogie du bouc émissaire et de la volonté de destruction de celui-ci. Certains préjugés moraux et misogynes trouvent leurs racines dans ce triste passé, où ils se sont cristallisés. Ils courent encore largement aujourd'hui, à l'image des nombreux féminicides qui persistent dans nos sociétés.

Si des changements ont opéré depuis, il reste fondamental d'interroger les mécanismes de destruction sociale d'hier pour regarder notre présent. Après cette période de grande suspicion au sein des communautés villageoises, on peut imaginer la difficulté rencontrée pour renouer des liens sociaux. S'ouvre ici un questionnement : comment la peur et la suspicion produisent une séparation entre des personnes pourtant si proches ?

H.

Illustrations de Pissenlit



Panneau installé au col de la Perheux en juillet 2022, lors d'un week-end en hommage aux victimes des procès en sorcellerie. Ce panneau a malheureusement été anonymement retiré quelques mois plus tard. Il est vrai que ce sinistre passé ne rend pas le lieu très attrayant pour le tourisme...

AUTOPSIE D'UNE DÉFAITE

QUAND LA LÉGION ÉTRANGÈRE ACHÈTE UNE FERME DANS LES CÉVENNES

Fruit d'une vive discussion de fin d'après-midi entre Jorge, Jim, Jacques et Jules, cet article, précédemment paru dans *CQFD, mensuel de critique et d'expérimentations sociales* en septembre 2022, revient sur ce qui peut se jouer dans une lutte et les raisons de son échec. Comment une volonté de mobilisation populaire et unitaire se retrouve face au clivage entre néo-ruraux et locaux, gelant un possible rapport de force. Sans être abattus, les quatre J. font le bilan d'une confrontation concrète, mélangeant concessions et points de vue tranchés face aux différentes oppositions à l'installation de la Légion étrangère à Saint-Jean-du-Gard.



Des mois de mobilisation n'auront rien fait : dans les Cévennes, plusieurs hectares de terres agricoles viennent d'être vendus à la Légion étrangère. Quatre militants reviennent sur cette lutte, qui a reconduit la distance entre « néos » et « locaux ». Saint-Jean-du-Gard est à une heure au nord-ouest de Nîmes (Gard). C'est le sud des Cévennes ; l'été, le soleil brille et les touristes affluent. On est sur les routes parcourues par Stevenson avec son ânesse Modestine¹, au cœur du pays camisard. L'accueil paysan et les campings écolos font florès. L'hiver, en revanche, l'économie locale entre en hibernation, repliée sur ses 2 400 habitants permanents. On s'aperçoit alors que, derrière la façade touristique, la bourgade est pauvre. Le taux de chômage était en 2019 de 23 %, contre une moyenne nationale de 8 %. J'ai vécu ici un peu moins d'un an, il y a trois ans de ça.

À l'automne 2021, une rumeur court : la Légion étrangère serait sur le point d'acquérir la ferme de Bannières et ses 12 hectares de terrain. Une grande partie du foncier de ce mas, en vente depuis trois ans, est pourtant composée de terres agricoles, et c'est la Safer qui sert d'intermédiaire pour la transaction².

¹ Robert Louis STEVENSON, *Voyage avec un âne dans les Cévennes*, 1879.

² Les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer), organisées au niveau départemental, sont entre autres chargées de l'aménagement des campagnes et de la régulation du marché des terres agricoles. Jouissant d'un vaste droit de préemption, elles exercent par ailleurs un contrôle sur les prix et les attributions lors des ventes.

Irait-elle les attribuer au 2^e Régiment étranger d'infanterie (REI) ?

Cela paraît incroyable mais, au printemps, la presse locale confirme la rumeur : la vente est en passe d'être finalisée. Les militants sonnent alors le branle-bas de combat pour tenter de contrer ce projet, avec pour mot d'ordre « Non à la militarisation des Cévennes ! ». C'est le début d'une mobilisation qui va scander la vie du village jusqu'à l'annonce officielle de la vente, le 7 juillet.

Qu'est-ce qui s'est joué dans cette lutte et pourquoi a-t-elle échoué ? Pour reconstituer ces trois mois et quelques de mobilisation et en tirer un bilan provisoire, j'ai proposé à des camarades de Saint-Jean de se réunir et de parler. Ils sont quatre, fortement impliqués dans la lutte. Jorge³ est un ancien ouvrier agricole, lecteur de Machiavel ; Jim, bénévole dans une association culturelle, travaille au noir dans le bâtiment, tout comme Jacques ; quant à Jules, il est pion au collège. Personne n'est du cru, tout le monde a la trentaine grosse ou petite et une formation politique dans des milieux plutôt radicaux.

Les citoyens de gauche contre l'armée

Après l'annonce officielle du projet d'installation, « on a appelé à une réunion d'information pour le 26 mars, commence Jim. Elle a réuni une soixantaine de personnes. Il y avait là tout un tas de gens liés aux milieux associatifs et à la Conf [Confédération paysanne]. » Depuis les années 1960, les Cévennes ont attiré des vagues de néo-ruraux, souvent de sensibilité écolo-gauchisante : c'est la base naturelle d'une

³ Les prénoms ont été modifiés.

mobilisation contre une implantation militaire.

Mais cette fois-ci, il y a un os dans le potage : les vendeurs de la ferme de Bannières sont eux-mêmes à la Conf, ce sont des « néos » de gauche très impliqués dans la vie associative locale. Jim : « On a constaté avec surprise que beaucoup de gens présents à la réunion ne voulaient pas d'une opposition tranchée. Ils insistaient sur le fait que les agriculteurs qui vendaient la ferme avaient bien droit à une retraite décente, et que le projet visait seulement à établir un camp de repos pour les légionnaires. »

Un camp de repos ? « Dès le début, on a compris qu'y croyaient ceux qui voulaient y croire », explique Jacques. Une plaquette de présentation de l'installation « agricole » du 2^e REI, produite par l'armée, annonce la couleur : « entraînements à pied dans le pays cévenol » et « combat à pied en zone boisée » sont au menu. Et déjà les bruits de bottes se rapprochent : trois jours avant cette première assemblée, le 23 mars, « 600 légionnaires se sont baladés dans la vallée. Ensuite ils ont paradé dans le bourg, ont nettoyyé les armes dans la rue, tout le tintouin » raconte Jacques.

Le 9 avril, une nouvelle assemblée décide de créer un collectif, qui prend pour nom « Vallées cévenoles démilitarisées ». Il va se constituer en organe de lutte unitaire et rassembler chaque semaine entre vingt et trente personnes. Au programme, dans un premier temps : ratisser large. La part belle est faite à l'argumentaire selon lequel la venue des militaires va nuire au cadre de vie mais aussi aux affaires locales, les troupes risquant de faire fuir les touristes. « On a suivi dans ce cadre qui jouait l'«unitaire» à fond, mais ça ne nous satisfaisait évidemment pas, précise Jim. On l'a fait parce qu'on avait, je crois, l'espoir d'aboutir à une sorte

de mobilisation populaire, qui brasserait, avec un vrai ancrage local. »

Au cours du mois d'avril, diverses organisations rejoignent la mobilisation, parmi lesquelles Attac, ou encore le petit syndicat agricole Modéf (Mouvement de défense des exploitants familiaux), qui s'implique fortement. Le collectif lance alors un appel à manifester pour le 8 mai. Ce jour-là, une marche part de Saint-Jean pour rejoindre le col Saint-Pierre, qui surplombe la ferme de Bannières. Elle réunit 300 personnes. Les journalistes sont présents ; au col, les représentants des orgas se livrent à des prises de parole.

Trois cents : le nombre, au regard de la population du pays cévenol, n'est pas ridicule. Pourtant, selon Jorge, le compte n'y est pas : « Le 8 mai, ce sont surtout des néos qui sont venus à la manifestation. L'objectif de ratisser large n'a pas fonctionné. » Jim précise : « Mobiliser largement et localement, cela impliquait de dépasser les clivages habituels. Or là, on constate que l'entre-soi est large, mais que ça reste un entre-soi. » Par ailleurs, ajoute Jacques, « juste après la manif, on a reçu un mail d'un type qui se présentait comme le représentant des trois campings du coin. Il nous informait que les mecs s'étaient réunis et qu'ils avaient décidé d'une position commune, qui était : oui au projet. » La propagande basée sur un impact négatif sur le tourisme n'avait pas trouvé sa cible.

La Safer contre les paysans

Pas de massification locale, pas de forces pour appuyer une dynamique de type zadiste, pas de soutien des campings : la massification unitaire a du plomb dans l'aile. C'est l'occasion d'un virage dans la lutte, qui « enfin » va produire un antagonisme concret : les membres

du collectif choisissent de cibler la Safer, responsable de l'attribution des terres à l'armée. Deux rassemblements sont organisés, l'un devant les locaux de la Safer à Nîmes (8 juin), l'autre devant ceux de la chambre d'agriculture à Alès (28 juin). Ça bataille sur la question des terres agricoles du site, que la Légion est supposée louer à un agriculteur, et, toujours, sur celle de l'usage militaire des terres (repos or not repos).

Mais surtout, explique Jorge, « c'est l'occasion d'aborder de manière plus large l'enjeu de l'accès aux terres ». Car si la soldatesque a emporté l'achat de la ferme de Bannières, c'est d'abord parce qu'elle y a mis le prix : 550 000 euros, rubis sur l'ongle. Les vendeurs avaient reçu des propositions à 400 000 et les avaient refusées ; de son côté, la Safer avait soutenu le prix de vente exigé par les vendeurs alors qu'elle avait la possibilité d'imposer une baisse. « En surestimant les prix de vente, [la Safer] contribue à évincer les projets agricoles au profit d'activités non agricoles et de résidences secondaires », pointe un tract. Au cours de cette deuxième phase de la lutte, alors que l'idée est d'imposer un

rapport de force à l'organisme pour qu'il revienne sur sa décision d'attribution, la Conf « révèle son triste visage de cogestionnaire : elle soutenait officiellement la mobilisation contre la Safer tout en y siégeant, explique Jim⁴. Elle n'a auparavant rien fait pour empêcher l'attribution de la ferme à la Légion, alors qu'elle avait vu la plaquette où il était question des entraînements. Maintenant, son représentant prétendait vouloir – encore – imposer que ça se limite à un centre de repos. »

Les représentants de la Safer temporisent, font des promesses et protestent de leur droiture, mais le rapport de force reste insuffisant : la presse locale révèle le 7 juillet que la vente a bien été finalisée.

L'unité contre la lutte

La lutte, ou du moins une phase de celle-ci, se clôt donc sur une défaite. La ferme a bien été vendue à la Légion, et cela, insiste Jorge, « sans opposition massive ». C'est d'abord sur ce dernier point, abonde

4 [NdE] Jim dénonce par là la position inextricable dans laquelle se trouvent les représentants de la Conf, siégeant en minorité dans les Safer et les chambres d'agriculture pour infléchir leur politique de l'intérieur, tout en se mêlant aux mobilisations contre les décisions de cette dernière.



Jules, que porte la déception. Demeure la tentative : « *T'es sur un village et tu te retrouves à construire une activité commune tournée vers le refus avec des gens qui ne sont pas tes potes*, relativise Jim. *C'est ça, l'enjeu d'une telle lutte.* » Il y a eu des erreurs de commises, bien sûr. Ce qu'il aurait fallu – tout le monde est d'accord là-dessus –, c'est une assemblée de lutte. C'est-à-dire, précise Jorge, « *un lieu où se retrouvent les différentes composantes de la lutte pour échanger et s'organiser ensemble, sans chercher à produire une ligne unitaire.* » « *Avec une assemblée de lutte*, dit Jacques, *on aurait pu porter un discours clair contre l'armée en tant que telle, et disposer d'un mode d'organisation qui accepte les "éléments extérieurs" comme partie prenante de la mobilisation. On aurait pu peut-être trouver les forces pour pousser à une occupation du lieu.* »

Le discours consistant à s'aligner sur le supposé plus petit dénominateur commun pour demeurer « crédibles » est resté dominant dans le collectif; et

Jorge, Jacques, Jules et Jim ont accepté de composer plutôt que de « scissionner ». La discussion que j'ai avec eux sur ce choix est tortueuse. J'avais d'abord compris que s'ils n'avaient pas produit un discours propre, plus radical, au sein de la mobilisation, c'était du fait d'une sorte de décision stratégique. Mais ce n'est pas ça : plutôt un engrenage produit par l'implication dans la lutte. « *Tu as l'air de nous considérer comme un groupe politique, mais on est d'abord des gens qui avons notre vie ici, et c'est de cette manière là qu'on s'est retrouvés embarqués dans la mobilisation* », pointe Jorge.

Il y a pourtant eu des moments de tension, à propos desquels le bilan est dissonant. Par exemple : au cours de la marche du 8 mai, quelques militants venus d'ailleurs ont tenté, afin d'augmenter le niveau de conflictualité, de dévier la manif pour marcher vers la ferme, mais, renvoyés à leur extériorité à la mobilisation, ils se sont fait rabrouer par des membres du collectif soucieux de préserver l'unité et de ne pas ouvrir les hostilités avec les gendarmes. Jacques s'interroge : est-ce que cela aurait changé quelque chose

de scissionner du cadre unitaire pour soutenir ce genre d'initiative ? « *On n'avait pas les forces*, insiste Jim. *S'il y avait eu une dynamique de lutte dans la lutte, on aurait été les premiers à en être, mais on n'a jamais atteint ce stade.* » Et puis : « *Dans ce qu'on pensait être les débuts d'un mouvement, il nous semblait plus important de nouer des liens avec des syndicalistes paysans comme ceux du Modéf qu'avec des super militants hors-sol.* »

Néos pro-touristes contre locaux pro-treillis

Jacques, Jorge, Jules et Jim s'accordent sur un autre point : quelle que soit la stratégie adoptée, on n'abat pas les déterminations sociales à coups de volontarisme militant. Quelle base sociale pour refuser la présence des légionnaires ?

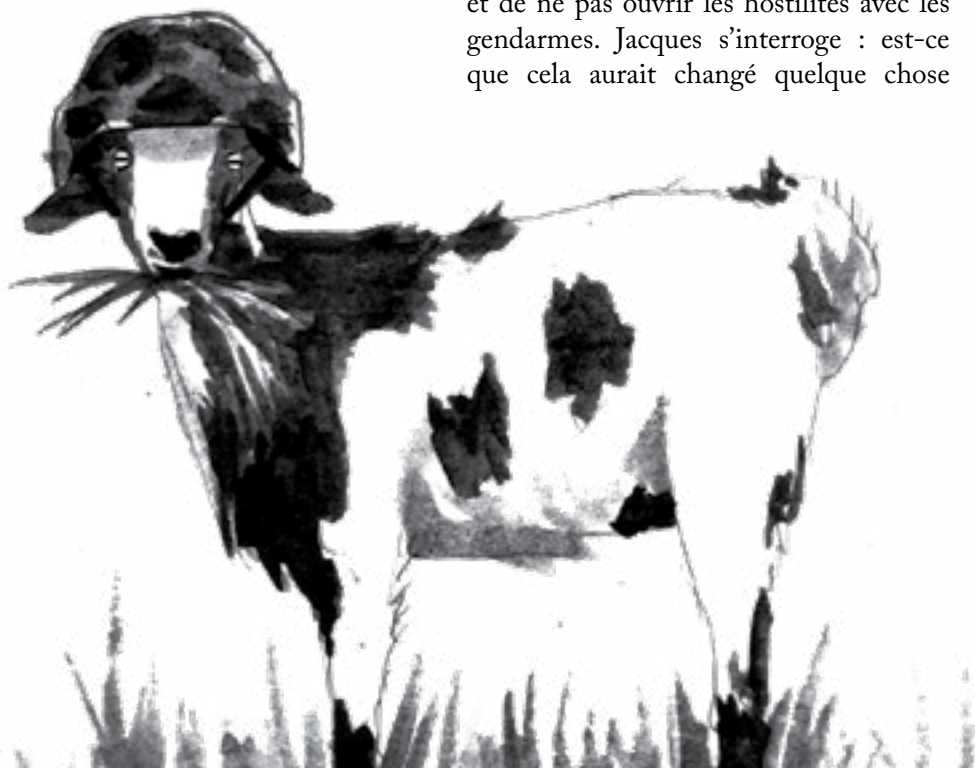
Derrière les dynamiques idéologiques, quels intérêts sont en jeu dans les clivages qu'une telle lutte révèle ? C'est sur la question de la force sociale représentée par les « néos écolos » que ça débat.

« *Cette mobilisation a été portée principalement par des gens qui sont dans des logiques de tranquillité et de mythification des lieux*, attaque Jorge. *L'opposition est demeurée essentiellement idéologique. Il y a eu beaucoup de résistance pour entrer dans le vif du sujet : le prix du foncier.* » Aussi maigres soient-elles, les forces militantes étaient tiraillées par de souterraines logiques contradictoires. « *La base naturelle de la lutte était composée de propriétaires, agricoles ou non*, poursuit Jorge. *Ils sont contre le légionnaire qui s'entraîne dans les bois parce qu'il va nuire au tourisme vert, mais ils ne sont pas contre son repos à 550 000 balles. Pourquoi ? Parce que ces gens trouvent leur intérêt dans la flambée du foncier.* »

À ce compte, la « trahison » de la Conf n'en est pas vraiment une : « *La base sociale d'un syndicat comme la Conf, c'est des agriculteurs comme ceux qui ont vendu le mas de Bannières. Ils affichent des valeurs de gauche, ils font du bio, de l'accueil à la ferme, du gîte. Et au final, le modèle économique c'est : ton activité paie un peu, mais c'est sur la valorisation du foncier que tu capitalises à mort.* » Face à ces petits capitalistes verts aux positions ambiguës, les commerçants locaux ont soutenu l'installation de griveton : c'est que, agrémentés de leurs familles en visite, ces derniers représentent autant de consommateurs. Il y a eu une contre-mobilisation : le 11 mai, une pétition « *Pour le vivre ensemble et le repos de nos militaires en Cévennes* », adressée aux opposants, est mise en ligne. On y lit : « *Notre armée n'est ni agressive ni sanguinaire. Elle est constituée de femmes et d'hommes qui ont décidé, même si cela n'est pas votre choix, d'exposer leur vie pour défendre la démocratie.* » Le sarcasme y est manié avec un certain talent, mais ça pue le ressentiment : « *Les Cévennes, terre de refuge et d'accueil, ont sûrement accueilli nombre d'entre vous. Elles n'ont jamais promulgué de loi consistant à trier des populations indésirables.* »

Le cliché du clivage entre « néos de gauche » et « locaux de droite » a-t-il été reconduit ? « *La lutte ne s'est jamais vraiment confrontée à des pro-Légion*, explique Jules. *On s'est heurtés à des gens qui étaient contre nous, contre ce qu'on représente. Les opposants aux opposants disaient : "Quand c'est les Parisiens qui achètent des gîtes aux mêmes prix, vous vous en foutez." Eh bien, ce n'est pas complètement faux.* »

Ainsi, « *on s'est rendu compte que dans les perceptions locales, les zadistes et les néo-*



ruraux propriétaires qui distribuent des tracts sont mis dans le même sac. Là aussi, ce n'est pas aberrant : sociologiquement on pourrait dire que les uns sont les enfants des autres. »

Mais faire des « locaux » un groupe social homogène, c'est aller vite en besogne. « Les propriétaires du cru sont autant dans une logique de capitalisation du foncier que les néos », rappelle Jacques. Reste la figure du « prolétaire local », spectre qui semble hanter Jorge. Le prolétaire local ne s'est pas pointé pour débrider la parole unitaire et citoyenne portée par le collectif Vallées cévenoles démilitarisées et mettre le feu à la ferme de Bannières. Où est-il resté ? Au boulot, ou chez lui. « Le prolétaire local, intégré au capital global, agit dans le cadre de ses intérêts au sein du capital, pointe Jorge. Dans le cadre de l'antagonisme tel qu'il a été posé, les prolos n'ont rien à perdre à la présence de l'armée. Une retraitée originaire du village m'a dit un jour : "Je préfère les militaires aux touristes. On nous dit que les militaires vont gâcher le paysage en marchant sur nos sentiers, mais c'est déjà ce que font les touristes, non ? Les touristes viennent quelques mois et ils ont tous les droits. Au moins les militaires ils seront là toute l'année et ils s'intégreront au pays au lieu de le consommer." »



Les bruits de bottes, contre qui ?

C'est donc à la présence réelle des militaires que les Saint-Jeannais vont finalement être confrontés. Au moins, relève Jacques, « finies les tergiversations avec la Confédération paysanne. Maintenant, on va enfin pouvoir produire un discours antimilitariste ouvert, cibler l'armée en tant que telle, parler de son rôle concret. Ça a cruellement manqué au cours de la lutte. »

Quand le spectacle des tambours de guerre se déploie sur les écrans, ça ne sent jamais bon à l'arrière. L'automne dernier, à Mende, au nord des Cévennes, les légionnaires de la 13^e demi-brigade de Légion étrangère se sont emparés de la ville pour un exercice grandeur nature. Les pioupious ont joué à la guerre urbaine en pleine rue, faisant résonner le son des armes automatiques avec force beuglements dramatiques. Selon *La Lozère nouvelle*, l'ambiance était « insolite ». Les Saint-Jeannais vont-ils être confrontés à une militarisation de la vie sociale ? Les intentions sont là : « La présence du détachement à la ferme de Bannières contribuera à la sécurité locale », explique un communicant troupiier dans un courrier adressé au collectif Vallées cévenoles démilitarisées. Qu'est-ce qui menace la sécurité locale ? C'est ce qui n'est pas dit.

Interviewé par la presse, le colonel Geoffroy Desgrées du Loû – 46 ans et six enfants au compteur – assure : « On s'appuiera sur les commerçants locaux⁵. » Voilà une alliance qui promet.

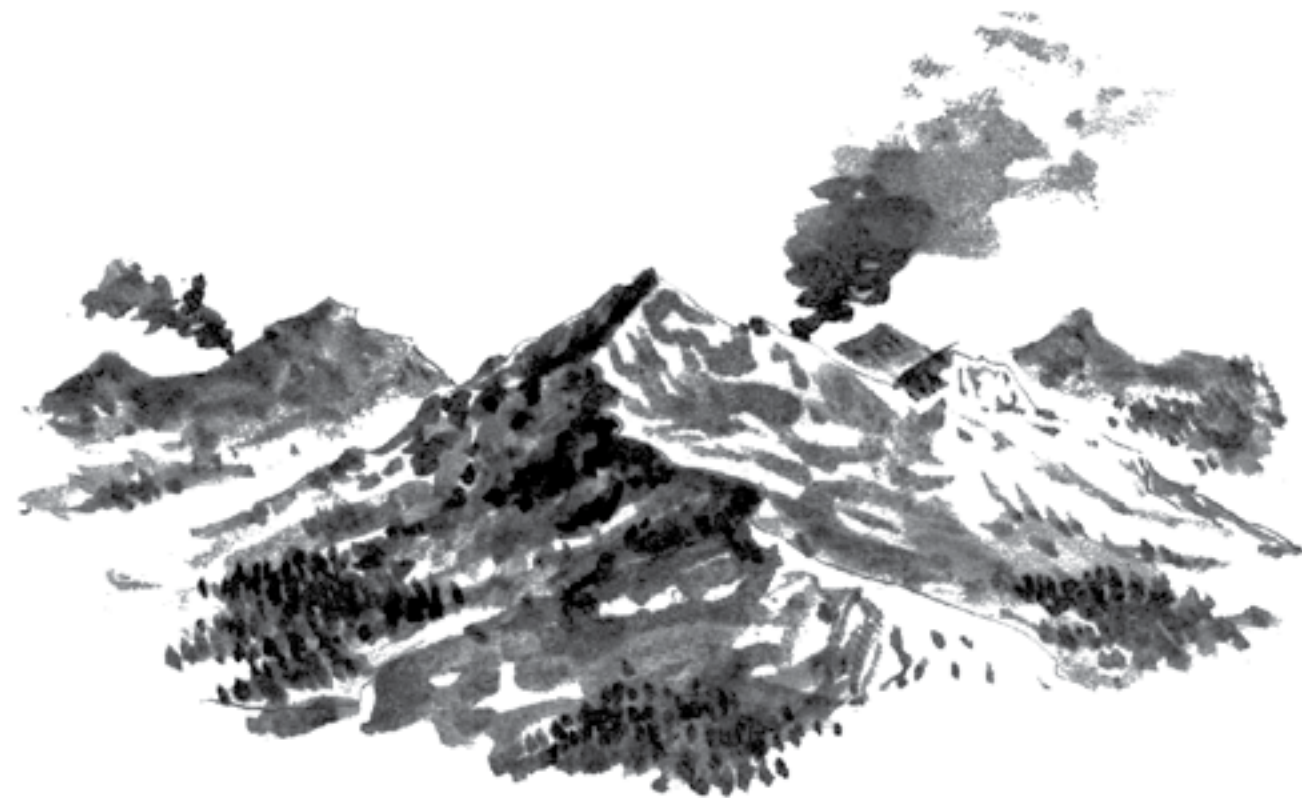
E. Minasyan
Illustrations de V

⁵ « Légion étrangère à Saint-Jean-du-Gard : "Notre présence, le territoire peut en attendre un surcroît de tourisme" », *Objectif Gard* [en ligne] du 5 avril 2022.

ALLUMER LE FEU ?

ÉCOBUAGES : FEUX DE POSITIONS

Cet article, écrit depuis une vallée pyrénéenne, questionne la pratique de l'écobuage, également appelé feu pastoral. Ce sujet ardent, source de nombreuses polémiques qui se jouent dans la presse locale ou au bistrot du coin, mène à des prises de positions clivées, et bien établies, entre « pro » et « anti ». Si nous n'avons nullement l'intention, à *Nunatak*, de nous positionner dans un camp ou dans l'autre, il ne nous semble pas vain, malgré tout, d'essayer de comprendre ces conflits, leur complexité ainsi que leurs origines, en tentant de dépasser les postures.



J'ai toujours trouvé ça compliqué, les écobuages. Compliqué parce que c'est un sujet de querelles sans fin : prononcer le mot dans une discussion ordinaire, au pain, dans les travées du supermarché, quand on se croise au comptoir ou en marge d'une réunion, c'est amorcer à coup sûr un échange particulièrement clivé, où chacun s'empresse de donner son avis. Tous les arguments sont bons pour légitimer son point de vue, si bien qu'on finit par ne plus rien comprendre : mais de quoi parle-t-on vraiment quand on parle d'écobuage ? Parce qu'on n'en parle pas vraiment, des écobuages, on laisse les experts et les responsables les gérer dans les commissions pastorales. Mais nous, on préfère s'écharper dessus, les défendre ou les critiquer. Donc, c'est compliqué, et quand c'est compliqué, ça donne envie de comprendre. Alors, après avoir pas mal lu sur la question des feux pastoraux, après avoir discuté avec des gens que je connais et qui s'y connaissent, il me semble qu'on peut résumer cela brièvement – et j'aimerais beaucoup que les lecteurs et les lectrices qui estimerait que je n'ai rien compris aient la gentillesse de me le signaler.

Constatons d'abord que le feu pastoral a pour lui le privilège de la tradition. Diodore de Sicile, un de ces historiens de l'Antiquité grâce à qui on connaît un peu moins mal ce que fut notre passé, estime même que *Pyrénées* possède une étymologie commune avec le feu, *pyros*, en grec : ce serait la trace des immenses incendies qui auraient permis aux premiers bergers de tirer une maigre subsistance de ce pays de pierre. Rien n'est moins sûr, mais l'hypothèse a le mérite d'attirer notre attention du côté des techniques pastorales : car c'est pour entretenir les terrains de parcours qu'est pratiqué, depuis des époques très anciennes, l'écobuage. L'intérêt explicite de la démarche est de maintenir l'ouverture de milieux accidentés, difficiles à travailler car très pentus et vastes. L'élimination des broussailles et des résidus végétaux secs permettrait également de favoriser la repousse de la bonne herbe à laquelle on soumettra la dent des bêtes, au printemps. L'enjeu, plus largement, est le maintien de paysages emblématiques, façonnés par des siècles d'activité pastorale, qui font la richesse patrimoniale des Pyrénées et le support de leur valorisation touristique.



L'écobuage, ça permet de faire « propre », et d'ailleurs une amie, contemplant des pelouses tristement noires, m'a dit, une fois, avec gourmandise : « Ça va être beau, au printemps, la belle herbe verte qui repoussera. » Pratiquer les feux pastoraux, c'est vouloir garder la maîtrise de la nature, s'en faire « maître et possesseur » comme disait Descartes il y a longtemps. Il est donc question de pratiques de gestion de l'espace, qui font débat. Mais l'enjeu est aussi identitaire : en domptant l'environnement, on s'affirme maître d'un territoire : on ne le possède pas seulement parce qu'on en est propriétaire, mais parce qu'on le façonne aux yeux des autres. Les détracteurs des écobuages sont nombreux. On reproche d'abord aux feux pastoraux leurs excès : ils seraient pratiqués de manière trop fréquente, ce qui perturberait l'équilibre des sols, ou déborderaient trop souvent les prairies pour attaquer les forêts. Ces personnes valorisent des pratiques de gestion de l'espace plus douces. Pour elles, il s'agit davantage d'accompagner le développement du vivant que de le contraindre violemment

par la flamme : elles souhaitent privilégier les débroussaillages pour nettoyer les parcelles utiles aux troupeaux. Dans cette perspective, le « sauvage » n'est pas l'envers de la civilisation que les hommes et les femmes doivent maîtriser, mais une puissance créatrice à favoriser, à entretenir.



De cette opposition entre deux manières d'envisager la gestion de l'espace découlent deux rapports à l'environnement et à l'appropriation de la montagne. Les habitantes et les habitants de la vallée dont la montagne n'est pas l'outil de travail voient en elle un terrain de jeu, un lieu de détente, parfois relié à des préoccupations éthiques ou spirituelles. Ces personnes entretiennent, avec cet environnement, un rapport ludique et esthétique : parfois, elles ont choisi de venir vivre ici parce qu'elles sont attirées par le cadre que l'on dit naturel, par ce que les géographes appellent les « aménités environnementales », qui correspondent à leurs pratiques et à leur vision du monde. À l'inverse, les agriculteurs ont un rapport professionnel à la montagne qui s'accompagne, bien souvent, d'enjeux

affectifs aussi forts que pour celles et ceux qui randonnent. Mais leur préoccupation est aussi économique : il s'agit de garder des terres « ouvertes », c'est-à-dire de les préserver de l'embroussaillage ou de la forêt, perçue comme un obstacle au travail agricole. L'enjeu est donc de maintenir un outil de production.



Si l'on cherche à comprendre, on ne peut pas faire l'économie du rôle joué par l'État et les institutions européennes.

Ce qui est dénoncé, aussi, à travers les écobuages, ce sont les modes de financement de l'activité agricole. La PAC subventionne en effet proportionnellement aux surfaces entretenues : ainsi, elle incite, elle contraint les agriculteurs à écobuer des parcelles toujours plus grandes et toujours plus vite. Ce faisant, elle les transforme en jardiniers de la montagne. La critique des écobuages est ainsi tout autant une critique des évolutions qui ont touché le métier de paysan en montagne à l'occasion de l'intégration de l'économie montagnarde dans l'économie de marché : incapables de produire du fromage aux conditions fixées par l'industrie agroalimentaire (et c'est tant mieux!), les agriculteurs ont dû modifier leurs pratiques pour assurer leur subsistance et agrandir l'échelle de leurs activités.

Critiquer les écobuages, c'est aussi, parfois, promouvoir une autre agriculture de montagne.



Enfin, et surtout, la question des écobuages permet d'expliquer des positionnements sociaux. Dans la vallée où j'habite, il suffit de prononcer le mot pour qu'aussitôt les barricades apparaissent, séparant celzèceux qui sont *pour* de celzèceux qui sont *contre*. L'écobuage fait partie des sujets qui divisent, et ces divisions sont savamment entretenues par tous ceux qui y ont un intérêt : élus, experts, ou encore responsables de groupements d'intérêts (associations de bergers qui défendent les traditions, associations de bergers qui défendent l'innovation, etc.). Et s'ils divisent autant, c'est parce qu'ils servent à définir des identités : quand t'as grandi ailleurs que dans la vallée, t'as beaucoup plus de chance d'être contre les écobuages que si t'es né ici, que t'es propriétaire foncier ou que ta famille est dans l'agriculture. C'est un peu comme si le fait d'être contre les écobuages, avant même d'affirmer une distance critique vis-à-vis de cette pratique d'entretien de l'espace, c'était d'abord une manière de se placer dans le jeu des positions sociales de la vallée, d'affirmer une proximité avec d'autres qui sont un peu comme nous. À l'inverse,

mais de manière rigoureusement identique, être pour, c'est une manière d'affirmer son autochtonie, de dire qu'on fait partie des gens d'ici, et de se distinguer des autres, qu'on peut nommer *écologes*, *étrangers*, ou bien *parisiens*. Être pour ou contre, c'est une façon de s'exclure réciproquement pour se rassurer un peu quant à ce que nous sommes, les uns et les autres.

Finalement, on parle toujours un peu d'autre chose, lorsqu'on parle des écobuages. On parle de soi et des autres, on parle du rapport à l'environnement. On parle, en fait, un peu de ce qu'on fait ici plutôt qu'ailleurs; et ça, c'est pas une petite question. On parle d'un territoire qui change, où l'on est né et que, parfois, on aimerait voir ne pas évoluer, dans lequel on se sent dépossédé par celles et ceux qui arrivent et qui vivent différemment. On parle, de l'autre côté, d'un territoire magnifique que l'on a choisi et qu'on voudrait voir fonctionner selon ce qui nous semble juste, selon nos valeurs.

Ces différents aspects qui fondent les conflits liés aux écobuages, on pourrait en parler. On voit bien qu'au-delà des positions sur lesquelles on campe, chacune et chacun pourrait cheminer un peu, et on finirait par se retrouver, parfois.

On voit bien, aussi, qu'il y aurait des points de convergence à tracer : au lieu

de pester contre les écologes (qui veulent nous empêcher d'exister) ou les autochtones (qui détruisent l'environnement), on pourrait, par exemple, questionner la façon dont est organisée l'agriculture de montagne.

Les agriculteurs sont-ils satisfaits d'être pris dans cette spirale qui les rend dépendants de l'État, de l'Europe et du capitalisme qui valorisent si peu le fruit de leur travail? Si on vivait dans un monde où les décisions qui nous concernent étaient prises collectivement, on serait obligés d'en parler. J'imagine qu'on se mettrait autour d'une table (ou sous un arbre, près d'un rocher, sur la place, nous réglerons ces détails lorsqu'on aura fait la révolution) et qu'on pourrait se dire : « Ben, tu vois, moi, j'ai ce type de rapport à la montagne, c'est ça qui est important pour moi. » Un autre répondrait : « Oui, d'accord, mais comment je fais pour...? » Quelqu'un dirait : « Ouais, et puis, quand ça brûle, en fait, je peux plus respirer, moi. » « Ah mince, dirait l'autre, c'est vrai? » Et voilà comment ça pourrait commencer, la politique.

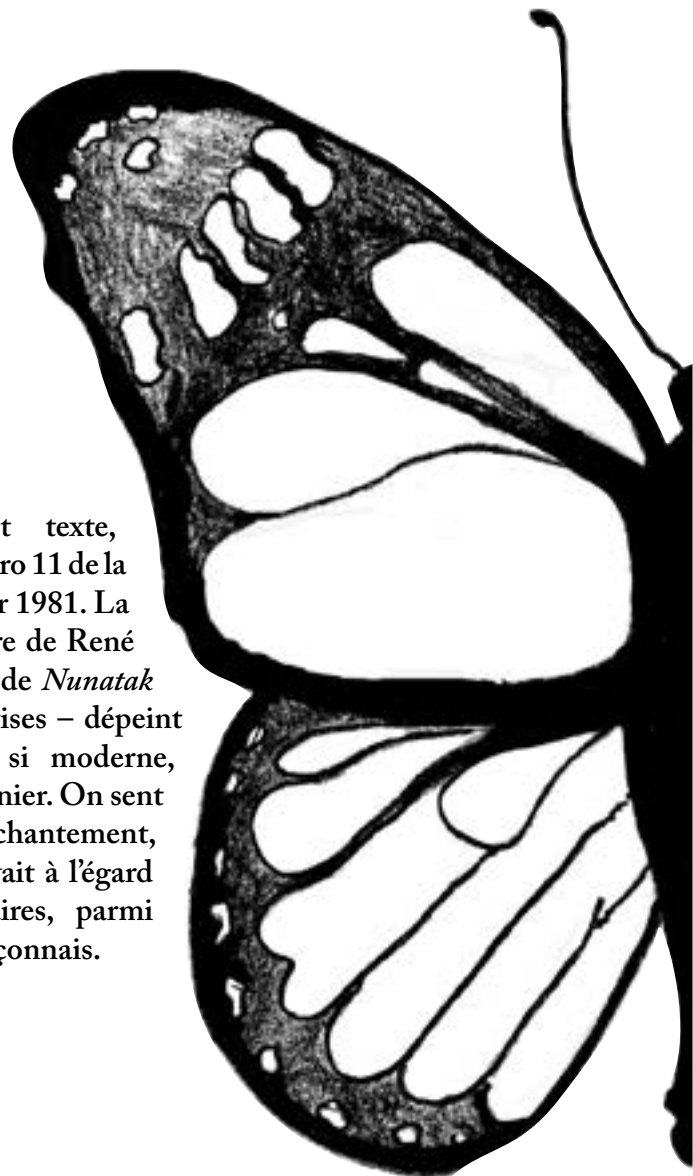
En attendant, on s'écharpe, on enfonce cruellement le couteau dans les plaies de nos pratiques culturelles distinctes, et on se divise pour mieux se laisser régner.

Brindille Ardente
Illustrations de Diano et de V p. 45

PAPILLONS

**TELLEMENT
VIEUX LES
SAISONNIERS,
MAIS
TELLEMENT
ACTUELS !**

Nous republions ce court texte, initialement paru dans le numéro 11 de la revue *Transhumances* en janvier 1981. La simplicité poétique de l'écriture de René Siestrunck – que les habitués de *Nunatak* ont déjà croisé à maintes reprises – dépeint ici l'archaïque, et pourtant si moderne, condition du travailleur saisonnier. On sent l'affection, teintée de désenchantement, que l'ancien perchman éprouvait à l'égard de ces insaisissables prolétaires, parmi lesquels il a lutté dans le Briançonnais.



Il y aurait un pays où des hommes et des femmes survivraient dans l'aléa des saisons, pourvoyant au service et au bien-être d'autres hommes et femmes. Ils seraient sans racines et sans histoire, surfant la crête de l'espace et du temps. À la fin, abandonnés, ils seraient toujours dispersés, égarés, prêts à se vendre à nouveau. On dirait d'eux qu'ils sont les derniers des hommes, condamnés, leur dit-on, à l'irréremédiable rythme biologique des saisons. Ils ne marqueraient pas la chronique plus que les feuilles brunes de l'automne ou la neige boueuse du printemps. Une des manières de les appeler serait « saisonniers ».

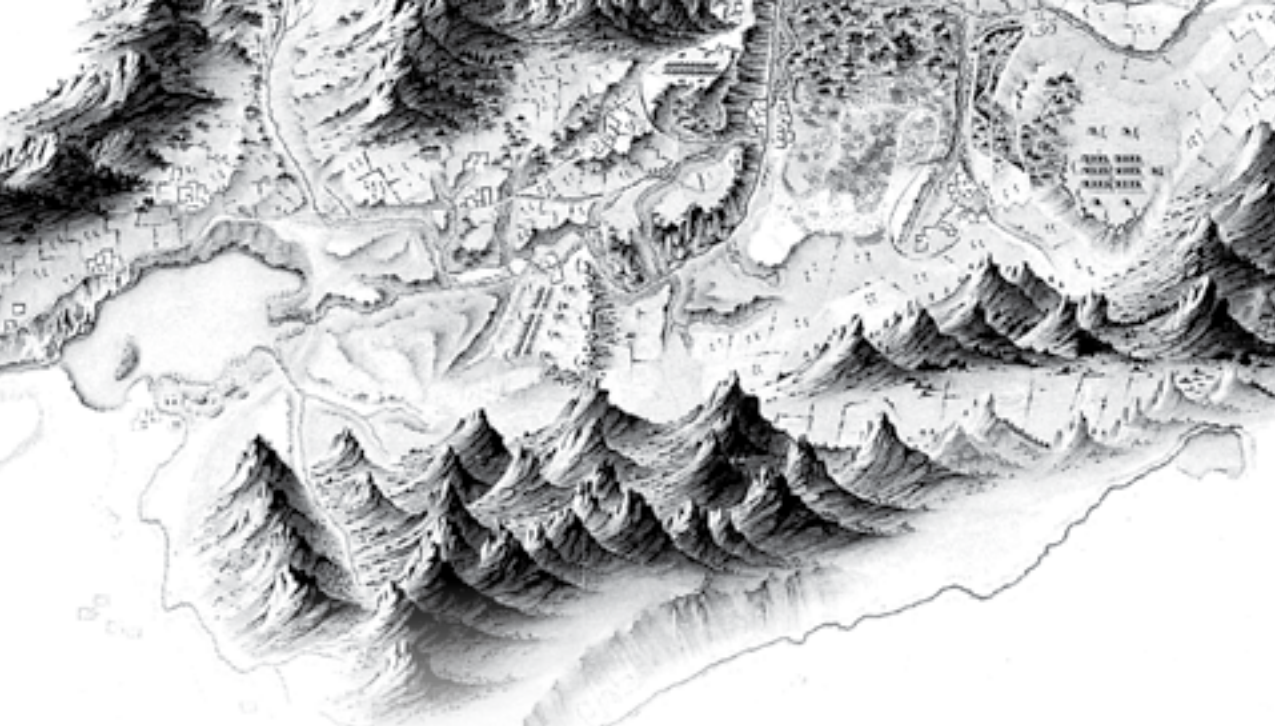
Ils existeraient tellement peu, ces « saisonniers », que même les gens bien intentionnés régleraient leur compte en une phrase ou deux, du genre « des saisonniers, il y en aura toujours... » Et tout serait dit. La raison du saisonnier serait alors plus à chercher du côté d'une fatalité inexpiable dépassant l'économie que du côté de la classe ouvrière et de ses luttes. « Cent métiers, cent misères » dit le dicton. Le saisonnier est celui qui doit toujours s'arrêter, recommencer pour s'arrêter à nouveau. Éternel débutant, aux aguets, attentif au moindre signe du changement de ce qui pour lui ne change jamais.

La nuit des temps, on l'invoque trop souvent. C'est une manière d'appeler ce à quoi on refuse un visage. Le saisonnier sort de la nuit des temps et, lourd de cet héritage qui vaut pour lui comme une histoire, il est contraint de montrer son aptitude au bonheur. Son regard transmue l'aumône en aubaine. Cela fait qu'il y a des saisonniers heureux. Ils ont l'impression de soustraire un petit quelque chose à un monde qui n'est pas le leur. Ils s'y croient étrangers, alors discrétion d'abord...

Tellement vieux les saisonniers, mais tellement actuels ! Le capitalisme les a abandonnés sur un échec : son impuissance à maîtriser les saisons, à assurer une production continue. Il les retrouve, maintenant qu'il cherche des ouvriers sans acquis, sans syndicats, sans défense. Et la nuit des temps se retrouve à l'avant-garde. Les saisonniers et leurs cousins intérimaires sont les cobayes de l'ordre nouveau du travail. Et c'est l'archaïque saisonnier qui est promu modèle de ce nouveau type de travailleur, auquel croient les occidentaux pour résister aux capitalismes asiatiques.

Sans héros et sans histoire, les saisonniers ne reconnaissent que les « valeurs ». Ils en sont les porteurs, non pour les révéler au monde, mais pour les appliquer avec la plus extrême radicalité, pour leur propre compte. L'absence de représentation (syndicale notamment) et leur individualisme devraient leur découvrir de nouveaux espaces pour une révolution, du mysticisme à l'activisme. Et cette violence (c'est vous qui appelez ça comme ça !) n'est après tout qu'une citation, un rappel attendri des années d'humiliation.

René Siestrunck
Illustrations de LaFrite et Diano



FIGURER OU DÉFIGURER LE MONDE?

DÉCRYPTER LE LANGAGE DES CARTES

Le monde est fait de circulations, et si les cartes facilitent l'orientation sur les chemins, routes ou autres itinéraires, elles influencent aussi nos représentations et nos usages de l'espace physique et social. Une carte n'est jamais neutre, elle résulte d'une série de choix, qui, sous couvert d'objectivité scientifique, révèlent toujours une vision subjective du monde. Tracer des lignes ou délimiter des territoires, autant de gestes cartographiques qui influent sur notre rapport aux lieux, sur nos manières de les habiter, de nous déplacer, bref sur nos façons d'envisager le monde... Imaginant des frontières « naturelles » (montagnes ou cours d'eau par exemple), la carte est un regard géographique qui tend à naturaliser les limites spatiales et à gommer d'autres rapports historiques aux lieux, souvent bien plus anciens et pérennes, d'ailleurs, que la cartographie elle-même.

C'est avec les cartes de randonnée utilisées pour nos excursions en montagne que nous avons commencé à nous poser des questions autour des cartes et de leurs influences sur nos parcours. L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) ayant récemment réédité ses cartes au 1/25 000, nous avons là un point de départ. Nous avons alors fait un rapide détour historique pour tenter de comprendre le lien entre carte et pouvoir. Ce pas de côté nous a fait découvrir des cartes originales, atypiques, qui figurent un monde différent et peuvent devenir des outils de lutte.

Les nouvelles cartes de randonnée

Adeptes de la randonnée pédestre, avez-vous remarqué les récentes modifications des cartes de randonnée IGN au 1/25 000? La dernière édition papier présente en effet une nouvelle « charte graphique » : nouvelles légendes, couleurs modifiées, sentiers disparus, etc. Nous avons eu envie de comprendre ces nouveautés, et vous livrons le résultat de notre petite « enquête ».

L'IGN est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle des ministères en charge de l'écologie et de la forêt. Sa vocation est de produire et de diffuser des données et des représentations de référence – cartes en ligne et papier – relatives à la connaissance du territoire national et des forêts françaises ainsi qu'à leur évolution. Dans son document de cadrage stratégique de 2022¹, il est question de « nouvelles cartes papier pour répondre aux attentes des

Français (reconnexion à la nature, patrimoine, vélo...) » et de « publier des cartes au 1/25 000 plus fraîches et accessibles ». On se demande comment ces attentes ont été recueillies par l'IGN, c'est-à-dire, pour quoi et pour qui ces modifications ont-elles été décidées?

Pour mieux comprendre de quoi il s'agit, nous nous sommes penchés sur ces modifications en comparant la carte de Saint-Hippolyte-du-Fort (réf. 2741ET) de 2008 avec celle de 2019 intégrant la nouvelle charte graphique. Nous avons observé des couleurs plus contrastées rendant l'ensemble plus agréable à la lecture. En zoomant sur les détails, on remarque des changements significatifs. Les légendes ont été simplifiées (la « route irrégulièrement entretenue » et le « chemin d'exploitation » sont désormais rassemblés sous le même figuré, par exemple). La plupart des accidents de terrain localisés ne sont plus dessinés directement sur la carte. Les pictogrammes indiquant le type de forêt (feuillus ou conifères) ont également disparu en certains endroits. Les mouvements de relief formés par les courbes de niveaux sont parfois « lissés ». Mais nous avons aussi été surpris par la disparition de ruines, de béals², de petits bâtis, et même de sentiers sur lesquels nous nous sommes pourtant bel et bien promenés.

À l'inverse, on voit apparaître davantage d'informations touristiques en magenta (sentiers balisés, campings, points de vue, curiosités, etc.), entraînant d'ailleurs parfois une baisse de visibilité pour d'autres éléments. Au final, si tous ces changements rendent la carte plus accessible dans son ensemble, ils enlèvent de

¹ [ign.fr/publications-de-l-ign/institut/kiosque/publications/cadrage_strategique.pdf](https://www.ign.fr/publications-de-l-ign/institut/kiosque/publications/cadrage_strategique.pdf)

² Petit canal d'irrigation.



Extrait de la carte de randonnée IGN TOP 25 – Réf: 2741 ET
Échelle : 1/25 000 – Date d'édition : 2008

la précision dans la lecture du territoire. Ils influencent nos regards, avec semble-t-il une plus grande attention portée aux usages touristiques qu'à la représentation géographique du territoire.

Nous avons entendu dire çà et là par des amis randonneurs, gardienne de refuge ou accompagnateur en montagne, que les causes de ces changements découleraient principalement de l'intervention de propriétaires privés, lesquels refuseraient l'accès à leur domaine ou souhaiteraient cacher l'existence de bâtiments. On a même entendu dire que les assurances pourraient être à l'origine de modifications, car certains sentiers seraient trop dangereux!

Ces rumeurs nous paraissant dénuées de fondements, nous avons contacté l'IGN pour leur faire part de nos questionnements. Pas facile d'obtenir des réponses claires (délai important de réaction sur le contact en ligne et réponses vagues); d'autant que ce qui nous intéressait n'était pas simplement d'obtenir des explications techniques, ce qui a été le cas, mais de

comprendre quelles décisions stratégiques et politiques avaient présidé à ces ajustements : pourquoi ces changements et dans quels intérêts? Voici un bref résumé des réponses qui nous ont été apportées.

La mise à jour des données a un coût, que ce soit pour l'ajout ou la suppression de celles-ci. L'IGN a l'obligation de le faire, ce qui n'est pas le cas pour un éditeur privé, qui peut décider de ne pas actualiser ses données si les cartes concernées ne se vendent pas bien. L'IGN n'est pourtant pas exempt de considérations comptables. La rentabilité des cartes produites est calculée en fonction du potentiel d'usage, c'est pour cela que les zones urbaines sont mises à jour plus régulièrement que les cartes rurales, parfois même tous les cinq ans.

De plus, l'évolution des techniques de relevés, qui se font maintenant à l'aide de drones et de satellites, semble être un des aspects déterminants dans la disparition de certains éléments du décor. On nous répond par exemple, à propos de la disparition d'un sentier : « [II] est présent sur les anciens 1/25 000; il a dû être passé en



Extrait de la carte de randonnée IGN TOP 25 – Réf: 2741 ET
Échelle : 1/25 000 – Date d'édition : 2019

Au nord de l'Estrechure, vers les Rouvières, un sentier connu des habitants sous le nom de « sentier des fileuses » ainsi qu'une clède (petit bâti servant à faire sécher les châtaignes) n'apparaissent plus.

BdComp et refusé par le topo lors de la préparation (rien aux photos) ou lors du passage terrain du topographe. »

Nul rapport donc avec des assureurs zélés ou des propriétaires influents qui refuseraient un droit de passage aux randonneurs. On nous a bien confirmé que « pour l'intervention de tiers, seul le code de la défense nationale le permet ».

Il serait nécessaire d'approfondir la question, mais on peut émettre l'hypothèse que l'IGN, comme toute institution, n'échappe pas à l'injonction de rentabilité et de réduction des dépenses des entités publiques.

Les cartes, au service de la société marchande qui les produit, mettent en avant des potentiels économiques et apportent même une valorisation supplémentaire. C'est le cas de Google Maps qui permet, en plus de cartographier l'espace, d'avoir des informations sur les heures d'ouverture de tel commerce, les plats servis dans tel restaurant, le moyen le plus rapide

pour se rendre à une destination, etc. Paradoxalement, cette « augmentation » du domaine d'utilisation des cartes ne va pas dans le sens d'une représentation plus précise de l'espace, puisqu'elle néglige ou efface certains aspects perçus comme sans intérêt économique. On pourrait aussi évoquer les mécanismes de notation des produits disponibles sur un territoire par les consommateurs eux-mêmes, qui apportent une dimension « participative » supplémentaire à la cartographie.

On peut lire dans l'introduction à *Comment faire mentir les cartes* : « Le mensonge est non seulement facile avec les cartes, mais il est même essentiel », ou encore « le nombre potentiel des sottises et des friponneries cartographiques va bien au-delà des manipulations délibérées de certains cartographes propagandistes et des bourdes commises par ceux qui ignorent les règles de la cartographie³ ». Il est donc

3 Mark MONMONIER, *Comment faire mentir les*

nécessaire de questionner quelques usages de cartes dans l'histoire et de réinterroger leur rôle et leurs potentialités. Remontons un peu dans le temps et prenons quelques exemples.

Comment est née la possibilité d'une carte ? De quelle histoire, de quel regard est-elle issue ?

Des peintures de la grotte de Lascaux cartographiant les étoiles 16 500 ans avant J.-C. aux premiers tracés topographiques de la haute Antiquité, il est difficile de dater l'apparition des cartes. Il semble en tout cas que leur développement, d'abord

cartes, Autrement, 2019.

motivé par le besoin de délimitation des possessions, a permis de rendre effective la propriété privée et plus tard celle des États, en accompagnant les besoins de conquête de territoires à des fins militaires et d'expansion commerciale.

La production des cartes a longtemps été la chasse gardée des États, en particulier de leur administration militaire. En France, un premier bureau cartographique, le Dépôt de la guerre, est créé sous Louis XIV en 1688. Il sera remplacé en 1887 par le Service géographique de l'armée, auquel succède à partir de 1940 l'IGN.

Le langage de la carte est celui de l'autorité qui la produit. Le choix de ce qui doit



figurer ou non, de la langue dans laquelle les lieux doivent être nommés, etc., découle avant tout des intérêts que cette carte doit servir. Sur une carte représentant le Moyen-Orient contemporain par exemple, décide-t-on de retranscrire le nom de la ville de Jérusalem en hébreu, en arabe, ou bien de l'écrire en français ou en anglais ? Décide-t-on d'indiquer la ville comme capitale de l'État d'Israël – statut de capitale qu'Israël revendique, mais qui n'est reconnu que par une minorité des États du monde ? Décide-t-on de marquer les frontières de la Cisjordanie occupée par Israël en 1967 ou au contraire de les gommer pour inclure ces territoires dans les frontières de l'État d'Israël ?

Les cartes nous parlent de territoire. L'espace humain est divisé entre un dedans familier et rassurant et un dehors étranger et inquiétant. Une telle conception est amplifiée et rigidifiée par les États-nations aux limites précises, *a contrario* des empires dont les marges étaient souvent plus floues. En témoignent les négociations de diplomatie internationale ayant reconfiguré les frontières de vastes régions du monde – on pense par exemple aux frontières de l'Afrique coloniale – ou d'espaces plus réduits⁴. À cet effet, des cartes furent produites en nombre – tant par les représentants des grandes puissances que par ceux qui revendiquaient un territoire « national » – pour servir de base au marchandage des contours des États disputés.

Rien n'est plus faux qu'une carte, pourrait-on dire, et ce sont les techniques cartographiques qui manipulent – au sens propre

4 En 1947, par exemple, le traité de Paris signé entre l'Italie et les puissances alliées modifie le tracé de la frontière alpine avec la France.

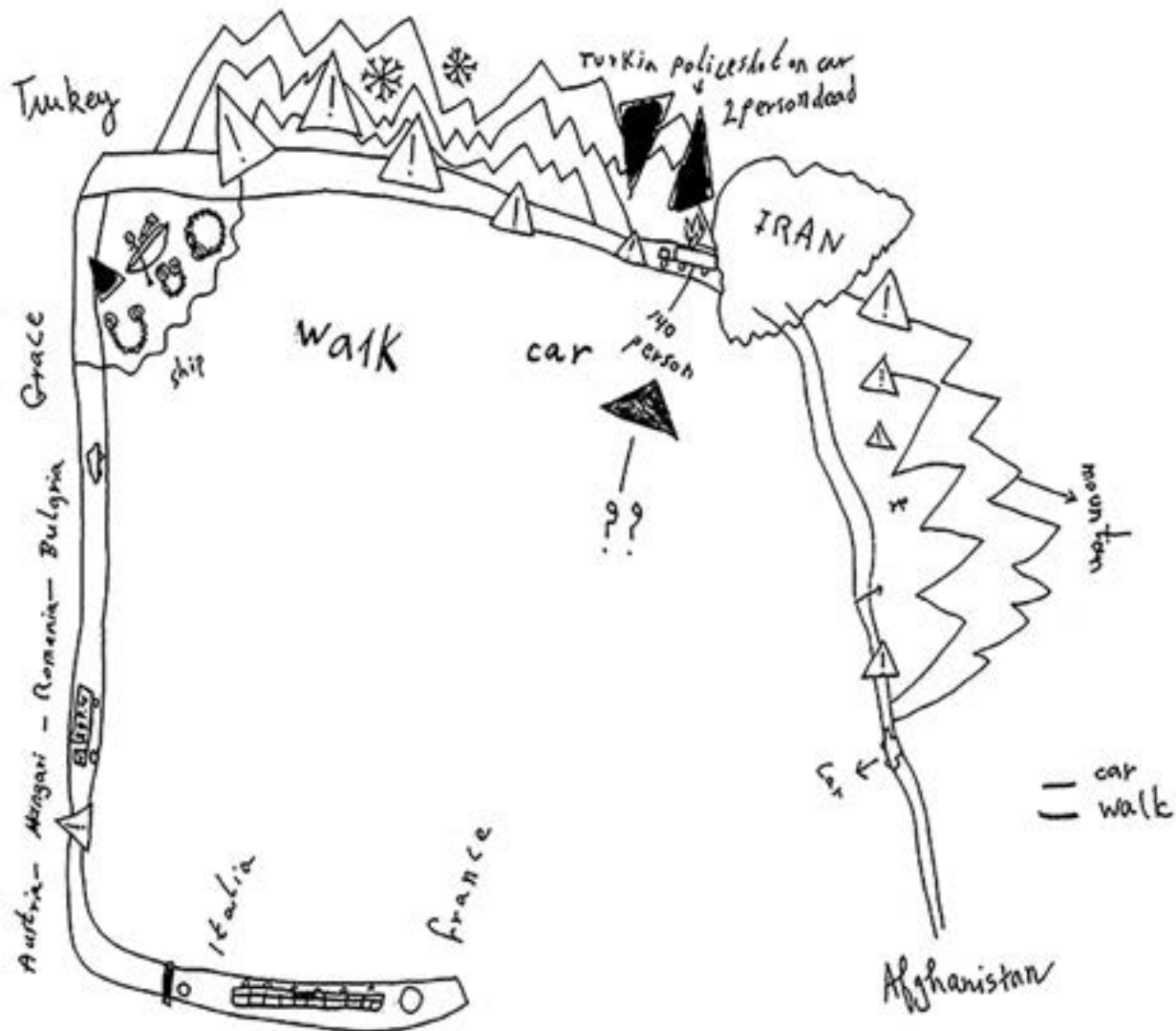
comme au figuré. Elles ne correspondent pas à l'échelle humaine, mais donnent une impression de proximité avec l'espace reproduit. Les mots du géographe Élisée Reclus résonnent avec cette perspective : « Plus je travaille, plus je m'aperçois qu'on a tort, absolument tort, de faire de fausses représentations par cartes planes sur lesquelles on ajoute le dessin du relief par divers procédés plus ou moins ingénieux, plus ou moins fantaisistes. [...] Ah ! Que de cartes à détruire, y compris les miennes⁵. »

Regarder le monde autrement

Nos recherches nous ont aussi amenés à découvrir d'autres types de cartes, qui prennent le contre-pied des cartes officielles, réalisées dans une optique de lutte ou pour imaginer et figurer un monde différent. Nous avons rencontré la cartographie radicale, un courant de géographie critique⁶, des collectifs qui fabriquent des cartes qui « dénoncent » ou encore des artistes ou éducateurs se réappropriant l'outil qu'est la carte. Nous avons choisi d'en présenter quelques-unes.

5 Cité par Jean-Baptiste ARRAULT dans sa thèse « Penser à l'échelle du Monde. Histoire conceptuelle de la mondialisation en géographie (fin du XIX^e siècle/entre-deux-guerres) », 2007.

6 « La cartographie radicale va [...] produire des cartes délibérément politiques qui montrent et dénoncent les situations d'inégalités de vie et de droits, les compromissions politico-économiques, les accaparements de terres, la destruction des milieux par l'agro-industrie, la pollution de la planète et tout ce qui hypothèque, d'une façon ou d'une autre, le bonheur et l'avenir de l'humanité. » Extrait de l'introduction du livre de Nephthys ZWER et Philippe REDKACEWICZ, *Cartographie radicale : explorations*, La Découverte, 2021.



Les légendes du voyage

- ▲▲▲▲ Danger
 - ✚ Soins Médicaux / Sécheresse
 - ▲▲▲▲ Stress / Peur / Fatigue / Hunger / Thirst
 - ? Où? Comment? Pourquoi? Pourquoi? Pourquoi?
 - ▲▲▲▲ Mort / Jeune
 - Tente / Camp
 - ♥ Rencontre amicale, amour / Solidarité, etc.
 - ☞ Police
 - ☆☆ Chance
 - ☹ Amour / Amour / Amour
 - ☼ Amis / Amis / Amis
 - ☹ Injustice
 - Peur / Peur
- ATELIERS DE CARTOGRAPHIE
GRENOBLE 1983

Carte réalisée par H. S., réfugié afghan, reproduite par Nunatak pour les besoins de l'impression noir et blanc

Une contre-cartographie de l'exil

Cette carte a été créée par H. S., qui a entrepris un parcours d'exil depuis l'Afghanistan jusqu'à la France. Loin des représentations géopolitiques, ce témoignage à travers le vécu est élaboré depuis le sol. En perspective frontale, s'y trouvent représentées les chaînes de montagne situées entre l'Afghanistan et l'Iran, mais on y voit aussi une voiture, un camion, une barque et quelqu'un qui emprunte un chemin. Ainsi, l'espace représenté est de l'ordre d'un paysage décrit depuis les déplacements de H. S., où les couleurs ne marquent ni les fleuves ni les villes; mais plutôt le danger, la peur, l'amour ou l'amitié rencontrés en exil, les contrôles de police et autres obstacles.

Elle est présentée dans le livre collectif *Ceci n'est pas un atlas* par Anne-Laure Amilhat Szary et Sarah Mekdjian, qui font partie du collectif L'antiAtlas des frontières et participent à des activités de solidarité avec les migrant·e·s.

Elles désirent produire des cartes, à plusieurs, qui ouvrent des brèches dans les normes classiques de représentations cartographiées, où les déplacements des exilé·e·s sont habituellement figurés par des flèches montrant des « flux de population » – un peu comme on signifierait l'invasion d'une armée sur un territoire. Or, ces cartes conventionnelles relèvent d'une conception territoriale des différentes situations d'exil, et relèguent les dimensions de l'ordre du sensible et le point de vue de celles et ceux qui se déplacent aux oubliettes de l'Histoire. Elles invisibilisent ainsi les obstacles mortifères rencontrés sur ces routes hasardeuses, ce qui produit une confusion fâcheuse entre un itinéraire d'exil et des flux franchissant les frontières.



Illustration extraite du livre *Cartes et lignes d'erre : traces du réseau de Fernand Deligny, 1969-1979, L'Arachnéen, 2013*

Une carte sensible : les lignes d'erre

Fernand Deligny, éducateur libertaire, écrivain et réalisateur français, a mis en place dans les années 1960 en Cévennes, un réseau d'accueil d'enfants autistes mutiques tout à fait informel et expérimental qu'il a appelé « tentative ». De cette expérience est née une cartographie des gestes et déplacements de ces enfants pour qui le langage n'existait pas. Avec des adultes qui ne sont pas des éducateurs, chargés de veiller sur les enfants nuit et jour, sans rémunération, qu'il a appelés les « présences proches », ils ont tracé les « lignes d'erre » des enfants autistes, c'est-à-dire leurs trajectoires dans l'espace, jour après jour. Les cartes sont lues par juxtaposition à l'aide de calques, et les présences proches tentent de repérer les convergences de parcours entre les enfants et les adultes. Elles constituent un outil pédagogique, avec une approche artistique, permettant d'aborder une forme différente de langage en établissant un lien graphique entre espace et mouvement. Elles n'avaient ni un rôle thérapeutique, ni celui de recherche. Deligny a d'ailleurs arrêté l'expérience dès qu'on leur a attribué une « fonction ».

Ci-contre, cette carte dessinée par Jacques Lin et choisie parmi des centaines de cartes collectées par Gisèle Durand, représente le campement du Serret en juin 1972, surnommé « radeau dans la montagne ». Jacques Lin et ses frères y ont construit un véritable lieu de vie en pleine nature, et avec Gisèle, ils ont accueilli des enfants pendant des années. On y voit les trajets coutumiers des adultes en blanc, liés aux activités de la vie quotidienne ainsi que la ligne d'erre d'un enfant à l'encre de chine. Les objets et choses qui servent de repères aux enfants sont gravés en blanc.

« Il s'agit de trouver un chemin, c'est pourquoi nous faisons des cartes inlassablement depuis sept ans que cette tentative persiste. »
 Fernand DELIGNY, citation extraite du film *Ce gamin*, là de Renaud VICTOR, 1976.

La carte collective « absolument précise » de Douarnenez

Cette carte trouve son inspiration dans le travail de « recherche action » du collectif Droit à la ville de Douarnenez, constitué en 2018 autour des questions d'accès au logement, dans un contexte de touristification de la ville côtière. Cette enquête, menée pendant plusieurs années auprès des Douarnenistes, aboutit à la publication en 2023 de l'ouvrage *Habiter une ville touristique, une vue sur mer pour les précaires*. Dès l'introduction la question est posée : « Dans quelle ville voulons-nous vivre ? »

La ville portuaire bretonne, anciennement ouvrière et sardinière, connaît depuis quelques années un boom de l'immobilier, qui n'est pas sans conséquences sur les prix, le nombre de résidences secondaires, l'accès au logement, et l'aménagement du territoire au profit de logiques spéculatives.

Nous présentons un extrait de cette carte, qui tente de représenter une « ville populaire, animée par ses habitant·e·s, multiple et désordonnée plutôt qu'uniformisée et marchandisée par les politiques d'aménagement du territoire ». Elle a été réalisée avec l'aide du Groupe de recherche et d'action sur la production de l'espace, durant quatre jours, sur un grand fonds de carte collée à la vitrine de l'espace autogéré Le local, avec les Douarnenistes « passés par là ».

Bien qu'élaboré dans une démarche critique de réappropriation de l'espace urbain, il nous semble que le résultat de ce travail « participatif » doit également être questionné. L'imaginaire alternatif de la ville ainsi présenté peut-il véritablement être un outil au service de l'ensemble des Douarnenistes subissant les politiques de gentrification, ou bien révèle-t-il une vision du territoire propre aux aspirations d'une certaine frange de la population incarnée par les initiateurs de ce projet ?

Une telle remarque questionne également d'autres exemples de cartographie participative consultés durant l'écriture de cet article. S'inscrivant dans des luttes collectives qu'elles servent très concrètement, de telles initiatives tendent souvent à oublier les entraves qui restreignent la participation à une catégorie de la population, à l'aise aussi bien dans l'espace géographique que social.

Conclusion

Des tracés fourbes et meurtriers des frontières aux errances des autistes mutiques, en passant par nos randonnées en montagne, les cartes guident nos représentations du monde : elles ont du pouvoir.

Même si la refonte des cartes IGN semble plus anecdotique, il n'empêche qu'un sentier retiré de la carte, avec ses particularités et son tracé, risque fort d'être oublié et de disparaître, et avec lui son histoire.

Une tentative d'écriture collective de l'équipe de Nunatak Illustrations de Rita p. 56 et p. 58

« À la fois remède et poison, la carte peut en effet figurer comme défigurer le monde, nous mettre en relation comme faire écran. »

Alexandre CHOLLIER et Federico FERRETTI dans la préface aux *Écrits cartographiques* d'Élisée RECLUS, Héros-Limite, 2016.

Bibliographie

Jeremy BLACK, *Regards sur le monde : une histoire des cartes*, Hachette, 2004.

Collectif, « Cartographier la montagne », *L'Alpe* n° 7, Glénat, 2000.

Collectif, *Cartes et lignes d'erre : traces du réseau de Fernand Deligny, 1969-1979*, L'Arachnéen, 2013.

Collectif Droit à la ville Douarnenez, *Habiter une ville touristique : une vue sur mer pour les précaires*, éditions du Commun, 2023.

Kollektiv Orangotango+, *Ceci n'est pas un Atlas : la cartographie comme outil de luttes, 21 exemples à travers le monde*, éditions du Commun, 2023.

Yves LACOSTE, *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Maspero, 1976.

Livia, « A carte scoperte. Critica della cartografia », *Nunatak* [revue italienne] n° 57, été 2020.

Mark MONMONIER, *Comment faire mentir les cartes*, Autrement, 2019.

Mathieu NOUCHER, *Blancs des cartes et boîtes noires algorithmiques*, CNRS éditions, 2023.

Élisée RECLUS, *Écrits cartographiques*, Héros-Limite, 2016.

Brigitte RIERA, « Deligny : La démarche – Lignes d'erre et carte », *Pratiques sociales* [en ligne], septembre 2022.

Nephtys ZWER et Philippe REKACEWICZ, *Cartographie radicale : explorations*, La Découverte, 2021.

« 30 cartes qui racontent l'histoire de la cartographie », *Portail IGN* [en ligne], 11 août 2021.

« Les cartes nous racontent-elles des craques ? », France culture, 7 décembre 2021.



